

La radiodifusión en Andorra. Política, economía y espacio comunicacional en un país dependiente

Eugenio Giral Quintana

ADVERTIMENT. La consulta d'aquesta tesi queda condicionada a l'acceptació de les següents condicions d'ús: La difusió d'aquesta tesi per mitjà del servei TDX (www.tdx.cat) ha estat autoritzada pels titulars dels drets de propietat intel·lectual únicament per a usos privats emmarcats en activitats d'investigació i docència. No s'autoritza la seva reproducció amb finalitats de lucre ni la seva difusió i posada a disposició des d'un lloc aliè al servei TDX. No s'autoritza la presentació del seu contingut en una finestra o marc aliè a TDX (framing). Aquesta reserva de drets afecta tant al resum de presentació de la tesi com als seus continguts. En la utilització o cita de parts de la tesi és obligat indicar el nom de la persona autora.

ADVERTENCIA. La consulta de esta tesis queda condicionada a la aceptación de las siguientes condiciones de uso: La difusión de esta tesis por medio del servicio TDR (www.tdx.cat) ha sido autorizada por los titulares de los derechos de propiedad intelectual únicamente para usos privados enmarcados en actividades de investigación y docencia. No se autoriza su reproducción con finalidades de lucro ni su difusión y puesta a disposición desde un sitio ajeno al servicio TDR. No se autoriza la presentación de su contenido en una ventana o marco ajeno a TDR (framing). Esta reserva de derechos afecta tanto al resumen de presentación de la tesis como a sus contenidos. En la utilización o cita de partes de la tesis es obligado indicar el nombre de la persona autora.

WARNING. On having consulted this thesis you're accepting the following use conditions: Spreading this thesis by the TDX (www.tdx.cat) service has been authorized by the titular of the intellectual property rights only for private uses placed in investigation and teaching activities. Reproduction with lucrative aims is not authorized neither its spreading and availability from a site foreign to the TDX service. Introducing its content in a window or frame foreign to the TDX service is not authorized (framing). This rights affect to the presentation summary of the thesis as well as to its contents. In the using or citation of parts of the thesis it's obliged to indicate the name of the author.

LA RADIODIFUSION EN ANDORRA
POLITICA, ECONOMIA Y ESPACIO
COMUNICACIONAL EN UN PAIS DEPENDIENTE.

Tesis Doctoral presentada
en la F.CC. Económicas de
la Universidad de Barcelona,

por

Eugenio Giral Quintana

Impreso en el
Taller de Imprenta

Barcelona, Diciembre de 1988

Cap. III.- UN HOMBRE A ELIMINAR: TRÉMOULET

LOS NUEVOS PROYECTOS DE "CAHIER DES CHARGES"

La Ordenanza francesa de 23 de marzo de 1945, revocó todas las autorizaciones de emisoras privadas en Francia, Trémoulet y Kierzkowski, que ya tenían intervenidas las emisoras, dieron aún mayor importancia a Radio Andorra, que pasaba a ser el instrumento desde el que cubrir publicitariamente el gran Sudoeste.

La Mitra fue informada de las reuniones en las que durante el mes de mayo de 1945, una comisión interministerial francesa estudió el "cahier des Charges a imposer au concessionnaire de Radio Andorra".(1) Y también de la apertura de investigaciones sobre la actuación de Trémoulet entre 1939 y 1945.

El 28 de mayo el Delegado Permanente de la Mitra en carta al Veguer francés. Mr. Robert Baran anunció que no aceptaría ninguna alteración del contrato: "...en vista de los buenos resultados obtenidos

nos place precisar que no podríamos aceptar ninguna modificación incluso de detalle al statu quo de Radio Andorra lo mismo que no lo habríamos tolerado durante las hostilidades." (2)

El Veguer francès contestó, con otra carta, del 11 de julio, que M. Bidault, Ministre des Affaires Etrangères, le encargaba comunicar que "l'activité judiciaire qui relève de Monsieur Le Garde des

Sceaux a pour but de réunir tous les éléments d'information nécessaires à l'examen au cas de Mr. Trémoulet... A l'avis de Gouvernement français, elle ne saurait constituer un motif valable pour s'opposer à une modification de la situation de Radio Andorre qui depuis sa mise en service fonctionne d'une façon tout à fait irrégulière aussi bien du point de vue français que du point de vue des règlements internationaux de la radiodiffusion. Le contrat de concession accordé en 1935 par le Conseil Général des Vallées a reçu en 1938 l'approbation des deux Co-princes, mais celle du Co-prince français avait été donnée sous réserve de l'établissement d'un cahier des charges. Le cahier des charges préparé du côté français a été soumis en 1939 à Monseigneur le Co-prince Evêque et il avait été précisé que son accord une fois acquis un décret serait rendu par le Co-prince français et que la station ne pourrait commencer ses émissions qu'après la publication de ce texte dans le Journal Officiel.

La Mitre ayant proposé des modifications au projet français, aucun cahier de charges ne fut établi en définitive, et l'examen n'en fut pas repris en raison des circonstances. La station a donc fonctionné à l'époque, et a continué à fonctionner, depuis lors, à titre expérimental et sans que son statut ait été régulièrement fixé.

Il est apparu nécessaire de mettre fin à cette situation de fait, qui présente des inconvénients certains. Aussi une commission interministerielle qui s'est réunie au mois de mai dernier a-t-elle décidé qu'il conviendrait de reprendre l'examen du cahier des charges à imposer au concessionnaire de Radio Andorre.

Monsieur Le Ministre des Affaires Etrangères m'a chargé de faire part de ce point de vue à la Mitre et de lui faire remarquer qu'il n'entre nullement dans les intentions du gouvernement français de porter atteinte à la situation du poste, mais qu'il considère que le "statu quo" auquel elle ne voudrait pas voir toucher ne saurait se prolonger et qu'il est de l'intérêt même des deux Co-princes d'élaborer, d'un commun accord, un statut régulier auquel serait soumis le fonctionnement de la station.

C'est dans cet esprit que les Autorités françaises vont s'employer à la préparation d'un cahier des charges qui, après avoir été soumis à l'approbation du Co-prince Episcopal serait mis en vigueur aussitôt que possible.

A cet égard, Mr. le Ministre des Affaires Etrangères m'a chargé de demander à Mr. Puiggròs de venir, en sa qualité d'Administrateur de Radio Andorre, à Paris pour s'entretenir avec les services compétents des problèmes soulevés par la fonctionnement de la station. Toutes facilités lui seront données pour entrer en France et en sortir, à la fin de son séjour."

El Ministre des Affaires Etrangères, Bidault, había escrito a su vez, el 26 de junio al Delegado Permanente en Perpinyà "J'annexe

à la présente lettre une communication que nous adresse le Directeur Général de la Radio-diffusion Française pour vous mettre au courant d'une démarche faite par le Commandant Suprême Allié, en ce qui concerne les longueurs d'ondes actuellement utilisés par Radio Andorre. J'estime toutefois, compte tenu des projets que je vous ai signalés ci-dessus, qu'il serait préférable, pour le moment, de ne pas faire état auprès de la Mitre et des dirigeants de la station, des indications que contient cette communication, et notamment des menaces de suspension des émissions. Nous pourrions ultérieurement user de telles menaces, si nous heurtions à la mauvaise volonté des intéressés dans le règlement de la situation de Radio Andorre." (3)

La Delegación Permanente Episcopal contestó, el 7 de agosto, rogando al Veguer francés que transmitiese al Ministre des Affaires Etrangères que "La documentation transmise au sujet de "Radio Andorra"

étant incomplete les conclusions qui en decou-
lent tendant à établir l'irregularité au
fonctionnement de "Radio Andorra": ne peuvent
être retenues.

Cette note omet de mentionner:

1º.- L'autorisation de fonctionnement de
"Radio Andorra" accordée en février 1940
par les services du Co-prince français et
approuvée par les services du Co-prince Episco-
pal, autorisation supplémentaire faisant suite
à la rectification conjointe de novembre
1938.

2°.- Le paiement par "Radio Andorra" depuis sa mise en exploitation respectivement aux services du Co-prince Episcopal et au Co-prince français des taxes relatives à la publicité espagnole et française ainsi que des droits qui reviennent aux autorités andorraines.

3°.- Le fonctionnement régulier de "Radio Andorra" et la permanence de ses émissions, depuis plus de six ans sans réclamation d'aucune sorte des services conjoints du Co-prince français.

Ces faits écartent de ses émissions le caractère expérimental que votre note du 11 juillet semblerait vouloir leur attribuer à tort.

En 1938 nos services ont eu en effet l'intention d'établir un cahier des charges. Mais il convient principalement de noter que depuis le 13 juillet 1939, date à laquelle S.E. le Co-prince Evêque nous a avisés qu'il ne pouvait accepter le cahier des charges, pour vous proposé, vous ne nous avez plus informés une seule fois de cette question bien que six années se sont écoulées, qu'entre temps l'inauguration de la station ait eu lieu avec la participation de représentants officiels de deux Co-princes et que le 22 février 1940 le Co-prince français, les hostilités étant au cours, ait cru devoir autoriser à nouveau les émissions de "Radio Andorra", sans faire d'ailleurs la moindre allusion à un quelconque cahier des charges.

Radio Andorra a donc fonctionné depuis 1939 en ayant comme charte le texte de sa concession. Il l'a respecté. Celui-ci s'est révélé particulièrement opportun et efficace puisque durant les dernières années "Radio Andorra" n'a soulevé aucune réclamation aussi bien des services conjoints Episcopaux et français que du groupe des Nations Unies.

L'application intégrale des termes de cette concession ayant donné de bons résultats pendant six années S.S. le Co-prince Evêque estime anormale la hâte étrange avec laquelle certains de vos services semblent vouloir apporter modification à un régime qui nous a donné, et donne, toute satisfaction.

S.E. le Co-prince désire en outre attirer spécialement votre attention sur le fait suivant: si le 13 juillet 1939 S.E. Co-prince n'avait

pas eu la prudence avisée de refuser son accord au cahier des charges que vous proposiez à cette époque, le texte de celui-ci mis en application aurait permis de façon absolue non seulement aux gouvernements français qui dirigeaient la France ces dernières années, mais encore aux autorités d'occupation allemandes d'utiliser "Radio Andorra" pour effectuer une propagande pernicieuse qui aurait porté atteinte à la neutralité andorranne, préjudice aux Nations Unies, et qui provoquerait aujourd'hui même les protestations de nos services.

Le texte seul de la concession a permis d'écarter le danger, car "Radio Andorra" est un poste andorran, c'est-à-dire neutre, et il doit le demeurer.

La situation en Europe est encore trop instable, les gouvernements trop précaires, les frontières trop mal définies pour que nous prenions des décisions trop hâtives qui pourraient ne pas être en rapport avec la situation internationale de demain.

Toute tentative d'attente au statut de neutralité de "Radio Andorra" serait une atteinte indirecte aux lois et coutumes qui régissent l'Andorre et sur laquelle les volontés conjointes aux deux Co-princes, seuls, ont pouvoir.

C'est pourquoi S.E. le Co-prince Evêque ne peut attribuer aux désires unilatéraux de nos administrations ou commissions qu'un caractère purement informatif, aucune intrusion de celles-ci n'ayant jamais été admise dans les propriétés privées, ou organismes andorrans.

Bien entendu que si des questions de détails, telles que réajustement d'ondes ou autres, se possient, Nos Délégations Permanents pourraient échanger toutes notes opportunes et des règlements équitatives interviendraient comme il a déjà été fait avec succès durant ces dernières années.

En ce qui concerne l'invitation que Mr. le Ministre des Affaires Etrangères de France a bien voulu adresser à Mr. Puiggros pour qu'il lui rende visite, les échanges de vues qui auraient lieu ne pourront en aucun cas avoir force de décisions s'ils n'ont obtenue au préalable Notre entier agrément et cela après examen de Nos services..."

Como puede comprenderse por los textos las posiciones de ambos Copríncipes estaban muy lejos de ser coincidentes al enjuiciar el pasado, y aún menos respecto a las soluciones cara al futuro.

LAS PRESIONES A RADIO ANDORRA Y EL JUICIO A TRÉMOULET

M. Bidault convocó al concesionario de Radio Andorra, en el mes de agosto de 1945 para procurar encontrar un acuerdo con él para la utilización de la emisora suprimiendo la neutralidad de la misma en beneficio de Francia, (y de los republicanos españoles, se dijo entre el grupo Trémoulet).

En realidad, fue la Sra. Dolores Vila la que con documentación facilitada por el Consulado General de Francia en Barcelona bajo órdenes del Quai d'Orsay, fue a París. Presentada en el Ministerio de Affaires Etrangères la enviaron al Ministère de l'Information. Allí "fut introduite

dans le bureau de l'un de ces monsieurs (enemigos encarnizados de Radio Andorra) qui, sans lui laisser placer un mot, se mit à l'insulter grossièrement et alla jusqu'à la menacer de la faire arrêter. Epouvantée, Mme. Puiggrós mit congé et quitta Paris dans l'heure suivante". (4)

El Tribunal de Toulouse por su parte, acordó un suplemento de información en el proceso contra Trémoulet y Kierzkowski, ampliando la información a las actuaciones durante la guerra de Radio Andorra (5). La acusación principal era que habían "lancée des emetteurs pre-

tendument clandestins qui avaient trompé les véritables résistants." (5 bis)

En realidad se suponía que Trémoulet había facilitado los medios técnicos para las emisiones de la radio de la contrapropaganda del Gobierno de Vichy, "Radio Revolution", permitiéndole emitir por las instalaciones de Radio Toulouse. (5 bis) El 30 de octubre de 1945 fue asesinado el director regional de la Radiodiffusion française en Toulouse, Pierre Clément.

En los primeros momentos se quiso ver al grupo Trémoulet como instigador del crimen (6), porque estaba realizando una investigación sobre la activación de Trémoulet, el funcionamiento de Radio Toulouse de la agencia publicitaria Radio Informations y de la propia Radio Andorra, al haber sido encargado de lograr pruebas contra Trémoulet. Unos meses más tarde la policía descubrió que se trataba de un ajuste de cuentas entre resistentes sin participación alguna de los amigos de Trémoulet.

Trémoulet estudió la posibilidad del traslado de la emisora a España. En el orden del día de la reunión del 19 de diciembre de 1945 de la Comisión Interministerial Permanente, para los Valles de Andorra figuraba un punto, el 6º, que decía: "Desmontaje puesto emisor estación Radio Andorra para traslado a España". En la minuta del acta se hace constar que el presidente, José Mª Doussinague, "habla sobre las maniobras de los franceses para apoderarse de Radio Andorra." (7)

Según el acta, los representantes de Aduanas y el Gobernador Civil de Lérida puntualizaron "que no tienen noticia". Seguramente la inclusión del asunto en el orden del día fue un desliz de los servicios ministeriales, que pusieron sobre la mesa un asunto que debía ser en aquel momento muy reservado. En el borrador del acta este punto figura tachado con la mención "nulo". (8)

Las condiciones de aislamiento del régimen franquista, el cierre de la frontera franco española a partir del 28 de febrero de 1946, el voto el 12 de diciembre de 1946 de la resolución 39 de la O.N.U., y la consiguiente retirada de embajadores, hicieron pasar a muy tercer término en el Ministerio de Asuntos Exteriores los problemas andorranos, y esto explica la falta de iniciativas españolas hasta bien entrado 1948. La Mitra iba a encontrarse muy faltada de apoyos y medios en los próximos meses, y las acciones y presiones francesas iban a ir en aumento, espoleadas por factores de redefinición de la política radiofónica francesa y por las consecuencias de los procesos judiciales entablados contra el grupo Trémoulet y sus intereses.

Radio Andorra vivía de la publicidad. Como diría Vidal: "La estación de Andorra se aprovecha de la limitación de la publicidad de anuncios que existe en la mayoría de países. Y aún incluso en alguno..., la prohibición es total." (9)

La opinión de los contrarios de Trémoulet y Radio Andorra fue casi siempre más contundente. Por ejemplo, el diputado comunista Fernand Grenier, en la Asamblea Nacional decía: "elle a été une entreprise desti-

née a frauder la fisc...passait une partie de la publicité de Radio Toulouse sur Radio Andorre. Cette publicité échappait a l'impôt français et ses bénéficiaires ne payaient évidemment pas d'impôts a Radio Andorre...

Disons la mot: il s'agissait chez Tremoulet et ses soutiens d'un véritable vol au detriment du Tresor français et, derriere de cette escroquerie on trouvait des politiciens corrompus de la III République." (10)

El cuñado de Trémoulet, Bannel, creó en París el 16 de mayo de 1946 la "Société de Gérance et de Publicité" S.G.P., sociedad de responsabilidad limitada, con un capital de 100.000 frs. Su objeto social era "la publicité sous toutes les formes et, généralement, toute activité

commerciale, industrielle et financière, se rattachant directement ou indirectement à la publicité." (Bannel ostentaba ya que el título de) "Régisseur exclusif de la publicité du poste de radiodiffusion, dit "Radio-Andorre", pour la France et les colonies." (11)

Bannel creó esta sociedad porque creía muy probable que Trémoulet fuese procesado, condenado incluso, y que se decretase la incautación definitiva de sus bienes, en virtud de lo previsto en la Ordenanza de 22 de julio de 1944 (12), y por tanto también la agencia de publicidad Radio-Information. Después de más de un año de instrucción el parquet general de Toulouse decidió enviar el proceso a Trémoulet a la concillerie, concluyendo que se archivase, o como máximo pasase a la sala civil (13).

En Barcelona corrían bulos increíbles sobre Radio Andorra. En un comentario especializado se decía: "Hace poco corrió el rumor que

La emisora de Andorra iba a ser comprada por la B.B.C..., (todo se había aclarado por) el mentis dado por la persona a quien se atribuían las gestiones de compra." (13 bis)

Puiggrós envió una importante carta al nuevo Veguer francés Jorge Degrand, en la que se mostraba sorprendido por las averiguaciones que por orden suya se estaban efectuando sobre el funcionamiento de Radio Andorra, defendía la actuación de Laffont, ofrecía reintegrar el material radiofónico y militar que había ocultado, explicaba su resistencia a las presiones alemanas y el mantenimiento de la neutralidad y defendía la actuación de Trémoulet y la Mitra: "...J'apprends que, par le canal

de la Viguerie Française, des renseignements concernant Radio Andorra ont été demandés à mon directeur M. Laffont. Depuis longtemps je désirerais être en mesure de fournir des précisions afin de mettre un terme aux nouvelles fantaisistes et aux bruits inconsidérés mis en circulation par des personnes non qualifiées et souvent étrangères à l'Andorre.

...Mr. Laffont est mon directeur depuis 1940. Je l'ai choisi à ce moment parce qu'il m'a été recommandé par un homme politique français (assassiné depuis par les allemands) et parce qu'il a une bonne connaissance des questions radioélectriques. Au cours des années difficiles que nous venons de traverser, j'ai apprécié son intelligence et sa loyauté. Vous pouvez, Monsieur le Ministre, avoir toute confiance en lui car c'est un bon français et un grand patriote. Mr. Laffont assume seulement la direction technique et artistique de la station. Il ne s'immisce pas et n'a pas à s'immiscer dans toutes autres questions sauf si je lui en donne l'ordre...Radio-Andorra est une affaire andorrane jusqu'au jour où, ayant décidé de la mettre en Société, je soumettrai mes propositions à l'accord du Conseil des Vallées et à la ratification des deux Co-Princes...Le matériel je le ferai déposer au lieu que vous voudrez bien m'indiquer afin qu'il soit placé sous votre sauvegarde. Je vous demanderai seulement l'établissement d'un reçu précisant l'origine du matériel, ses propriétaires et les raisons de son séjour

sur le territoire andorran. Après le danger couru par moi-même, Mr. Trémoulet et mon personnel, ma demande vous paraîtra juste... J'ai pu faire tout cela, ce qui représente démarches, fatigues et audace, car, poussé par mes sentiments d'amitié vers la France, j'ai trouvé des appuis puissants de deux côtés.

Après des services de S.E. le Co-Prince Episcopal qui avec une délicatesse et une fermeté absolue m'a apporté son aide puissante dans les moments difficiles et permit ainsi de maintenir à Radio-Andorre sa neutralité totale et son indépendance. Après de mon ami et représentant en France Mr. Trémoulet, fidèle conseiller qui n'hésita pas bien souvent à compromettre sa liberté pour écarter toutes les propositions ou injonctions formulées par les administrations civiles et militaires allemandes. Tout en accomplissant vaillamment son devoir de français, il nous permit d'éviter l'emprise étrangère." (14)

Unos días más tarde el capitán de la gendarmería, Perier, jefe del destacamento que estaba estacionado en Andorra desde el 14 de noviembre de 1945, recuperaba el material de guerra, depositado en Andorra por Trémoulet, y se lo agradecía, librándole el certificado que Puiggrós reclamaba en su carta al Veguer: "J'ai pris possession ce jour, 27 de

juin de 1946, dans les locaux de Radio-Andorre, avec l'autorisation de M. Laffont, directeur, lui-même autorisé par M. Puiggrós, d'une autochenille Citroën 15 cv, propriété de l'armée française, qui fut passée en Andorre après la signature de l'armistice par M. Trémoulet, administrateur de Radio Toulouse, pour la sustraire aux autorités allemandes, d'accord avec les services de l'armée française et avec son ami M. Puiggrós qui le confia ensuite à M. Laffont.

Nous adressons nos plus vifs remerciements et nos félicitations à M. Trémoulet qui n'a pas hésité à accomplir son devoir de Français, malgré les dangers que son geste pourrait ultérieurement lui faire courir et nous remercions également M.M. Puiggrós et Laffont qui, malgré les conséquences désagréables que pourrait entraîner pour eux et

pour le poste de Radio-Andorre le camouflage de cette autochenille dans le locaux du poste, ont pris des responsabilités dont la gravité ne saurait échapper à personne." (15)

El proceso contra Trémoulet, al que se había unido una pieza sobre Radio Andorra a petición de la Radiodiffusion francesa, se reabrió al comparecer dos testigos de la acusación:

- France Cazamajou, espia condenada a muerte y que ofreció su testimonio contra la conmutación de la pena. (16)

- Y François Edel, ingeniero que había trabajado en Radio Andorra, donde desde abril de 1945 a junio de 1946 estuvo como "chargé de mission" por cuenta de la Radiodiffusion francesa y por orden de M. Meyer, subdirector general. A finales de junio fue despedido al sospecharse de sus actividades. (17)

RADIO ANDORRA COMO COMPENSACION A CHARLES MICHELSON

El gobierno francés creó en agosto de 1946 una comisión interministerial encargada del estudio de los problemas de administración de las emisoras en el extranjero, bajo la presidencia de Francisque Gay, ministro d'Etat. (18)

Entre otros casos la comisión debía resolver el problema planteado por Radio Imperial de Tanger, a la que por un contrato de 14 de mayo de 1940, el gobierno francés se comprometió a facilitar una emisora que reemplazase la que fue requisada a fines de 1939 en Burdeos.

En las largas negociaciones entre la comisión interministerial y la Sociedad de Gestión de Radio-Imperial se llegó al acuerdo de que:

"Une contre-partie n'ayant pas un caractère pécuniaire et assurant à la Société de Gérance de Radio-Imperial une exploitation équivalente à celle du poste prévu à Tanger lui sera accordée." (19)

Convencidos los miembros de la comisión interministerial, que como consecuencia del proceso por colaboración entablado contra Trémoulet resultaría éste condenado, y sujetos a confiscación sus bienes, pensaron en éstos para compensar a Michelson. Como que los bienes en Francia (emisoras privadas y Radio-Information), pasarían a depender de la naciente Radiodiffusion française, quedaba la emisora Radio Andorra como posible compensación.

Charles Michelson había nacido en Rumania el 29 de octubre de 1900. Inmigrado en Francia desde 1903, obteniendo la exclusiva de la publicidad de Le Journal Industrielle en 1932, y de La République, en 1933. Gestionó L'Ami du Peuple a partir de septiembre de 1936, y desde allí participó activamente contra la tendencia al monopolio estatal en la radio.

Con la ayuda del Grupo Rothschild, Charles Michelson compró en 1936 una pequeña emisora en Tánger, que pasó a ser gestionada por la sociedad belga Pro-Radio. Sobre esta base se proyectó una emisora internacional de gran potencia, de programación musical y con noticiarios en francés, italiano, español, inglés y árabe, que sería el soporte de la publicidad. Las emisiones, con débil potencia y en plan de prueba comenzaron a principios de 1938. Los antiguos propietarios de Radio Tánger, que eran minoritarios en la nueva sociedad, alertaron a las autoridades francesas para que se opusieran a la operación y favorecieran la implantación de una emisora en manos francesas en Tánger.

Por la presión de las autoridades francesas, el 2 de noviembre de 1938, se votó una ley prohibiendo instalar o utilizar emisoras en Tánger, dado el monopolio de Jalifa sobre las telecomunicaciones. En virtud de ella, el 16 de diciembre de 1938, el administrador de la zona ordenó sellar los aparatos de Radio Tánger. La ley, sin embargo, no

había sido sancionada por el Comité Internacional de Control y por tanto no era plenamente válida, y recurrido el cierre de la emisora, en primera instancia el 28 de diciembre de 1938, y en alzada ante el Tribunal mixto de Tánger el 10 de marzo de 1939, se decretó la irregularidad de la ley respecto a lo dispuesto por los textos constitucionales de la zona de Tánger y a los tratados en vigor. Al no ser retroactiva la nueva ley, la emisora Radio Tánger, que venía emitiendo en pruebas quedó legalizada. (19 bis)

El 15 de junio de 1939, Michelson constituyó en Tánger la "Société tangéroise de radiodiffusion", y el 11 de noviembre cedió al Estado francés la totalidad de las acciones de la misma, reservándose las "Partes de fundador", sin valor nominal pero con derecho al 90% de los beneficios de la sociedad. La aportación de la sociedad al estado se hizo para posibilitar la creación de una serie de emisoras que cubriesen el imperio colonial francés, emitiendo información y comunicaciones favorables a Francia. El gobierno francés se comprometía a facilitar una emisora de mayor potencia a instalar en Tánger. Esta emisora de 20 KW fue requisada por los alemanes en Burdeos cuando estaba a punto de ser embarcada hacia Tánger, a finales de 1939.

En enero de 1940 se modificó el nombre de la sociedad y pasó a llamarse "Société Radio-Imperial". Nombrados administradores Leon Brouillin, director general de la Radio Nacional Francesa y Hubert Devillez, director administrativo, éstos cooptaron a Fernand Saint-Raimond, consejero de la Cour des comptes, y le nombran presidente de Radio-Imperial. El 26 de febrero de 1940 deciden "concéder pour la durée de la société, la gestion et l'exploitation technique financière, commerciale et artistique des entreprises de la société". En virtud de este acuerdo firman el 4 de marzo de 1940 un contrato con la "Sociedad de Gestión de Radio-Imperial" que dirige Michelson.

La Sociedad de Gestión se comprometía a entregar a Radio-Imperial, un millón de francos por año, así como el 95% de los beneficios. (Michelson conservaba sus partes de fundador de la Radio-Imperial y se garantizaba así una buena recuperación del dinero).

El 14 de mayo de 1940, se firmó otro contrato por el que el gobierno francés se comprometía a entregar a la Sociedad de Gestión, una emisora que reemplazase la que fue requisada.

El 29 de mayo, se firmó el nuevo contrato entre Michelson en nombre de la Sociedad de Gestión, y el ministro de Colonias francés, por el que se autoriza a la Sociedad de Gestión de Radio-Imperial para explotar seis estaciones de radio a situar en Sant Piere et Miquelon, Madagascar, La Reunión, Guadalupe o Martinica, en el islote de Clipperton, y en alguna ciudad de la India francesa.

El curso de la guerra mundial impidió la puesta en marcha de estos ambiciosos proyectos. El 25 de julio de 1940, Laval, convocó en Vichy a Michelson, y le solicitó que renunciase a sus derechos en favor de un grupo a designar. Como que Michelson se negó, fue enviado en residencia forzosa a un pueblo. Por intercesión de amigos en el Gobierno Petain, y por gestiones del embajador español, se le concedió pasaporte y salió de Francia, instalándose en Tánger.

Una vez allí consolidó todo el montaje jurídico. Y cuando en mayo de 1941 se ejercen presiones para que ceda sus participaciones en Radio-Imperial a los alemanes se niega, trasladándose a los Estados Unidos. Reside allí unos años, y establece finalmente acuerdos de opción con la sociedad Atlas Corporation, para la realización del proyecto, que queda a reserva de la aceptación por el gobierno francés.

Regresa a Francia a finales de 1945 y emprende complejas negociaciones para lograr que el gobierno cumpla los contratos establecidos en 1940. Y es en estas circunstancias cuando la comisión interministerial le ofrece una compensación en 1946. Reconstruye el consejo de la sociedad, en la que entra Jacques Meyer, director de la Radiodiffusion française.

Fracasada la tentativa andorrana, en agosto de 1947 se le ofreció establecer un procedimiento de arbitraje para valorar sus derechos en dinero. Se fijó la indemnización pero nuevas dificultades demoraron

su pago. La SOFIRAD intervino ofreciendo a Michelson como compensación un contrato de gestión publicitaria en exclusiva de las ondas cortas de Radio Monte-Carlo. El fracaso de las emisiones, obliga a reemplazarlo por un contrato de opción que le otorgó la televisión monaguesca. Michelson cedería unos meses más tarde, en agosto de 1951, sus derechos al príncipe Rainiero. Y participaría en el montaje de la televisión en el Sarre a través del control del holding "Image et Son" que tendría como principal negocio Europa nº 1 y Telesaar.(20)

Como señaló el Rapport Quenard: "M. Tremoulet est cité en Cour

de Justice et comme la convention pasée par les heritiers de M. Vila Ribes le 18 août 1936 arrive a expiration le 18 août 1946, la France croit pouvoir, pour ce double motif, reprendre pied dans le poste d'émission d'Andorre. C'est a cette époque que l'on songe a attribuer Radio Andorre a M. Michelson pour le dedommager de ses déconvenues sur Radio Imperial. Le conseil d'administration de la SOFIRAD s'y oppose le 30 septembre 1946." (21)

El Delegado Permanente de la Mitra hizo saber a M. Jacques Bidault, Ministro des Affaires Etrangères, a finales de septiembre de 1946,

"l'inopportunité et les dangers des articles fantaisistes et calomnieux à l'égard de l'Andorre publiés dans divers journaux françaises."

En la carta se hacía una defensa total de la conducta de los dirigentes de Radio Andorra "qui nous a souvent consultés en présence

des difficultés et de périls auxquels elle avait à faire face pour maintenir integrale son indépendance vis a vis de notre pays."

Mencionaba todas las tentativas alemanas de utilizar la misma y remarcaba que se pudieron evitar todos los peligros sin crear incidentes que pusiesen en peligro la neutralidad de Andorra. Esperaba "que notre

intervention vous serait utile pour faire appel à la sagesse et la sincerité de ceux

que la coïvoitise, la pression, ou la méconnaissance des faits pourraient maintenir dans l'erreur." (22)

El secuestro de Laffont

Entre las medidas adoptadas para asegurar un cambio en la forma de proceder francesa respecto a Radio Andorra, se envió a Andorra a un funcionario de la radiodifusión, M. Chalier. Su función era vigilar el funcionamiento de la emisora, pero también actuar de Asesor del Veguer, en la materia, y si fuera posible aprovechar cualquier desorden entre el personal de la emisora.

Chalier, había sido inspector de la radiodifusión en Montpellier. Se le facilitó visado de entrada por las autoridades españolas y visitaba frecuentemente el consulado francés de Barcelona y la embajada francesa en Madrid. Cuando en noviembre, se produjo la sentencia de condena de muerte de Trémoulet, y la accesoria de secuestro de sus bienes, Chalier sería nombrado además depositario de dichos bienes, con lo que se daría cobertura legal a las misiones que se le habían confiado. (23)

En la tarde del 2 de octubre de 1946, el capitán de la Gendarmería destacada en Andorra, Perrera, acompañado por un sargento y un gendarme fueron a buscar a Laffont a Radio Andorra, con la pretensión de llevarlo a Francia y ponerlo a disposición de la Cour de Justice de Toulouse, con el argumento de que esta había ordenado un nuevo suplemento de información. Laffont opuso resistencia, y el chófer del coche al darse cuenta del hecho reprochó su acción al capitán, diciéndole "le habían engañado,

y mientras este pedía le llevaran a Francia y Laffont a la Veguería, alguien desde la Radio enteró a la Veguería española y al Síndico de lo ocurrido. El Veguer español acudió a la Veguería francesa para oponerse a tal raptó, no sin antes haber comunicado al citado capitán, por teléfono, prohibiéndole llevarse a cabo sus propósitos, recordándole que Andorra era un país de refugio y que España no había realizado ningún acto de los que ellos intentaban realizar, haciéndole patente al mismo tiempo que la misión de la gendarmería era sólo de policía dentro de Andorra." (24)

En realidad el Veguer episcopal, Daume Sansa, se personó en la Veguería francesa, sosteniendo una fuerte discusión y logrando que Laffont quedase en libertad. El día 4 el Veguer francés visitó al Copríncipe Obispo presentándole excusas por lo ocurrido y reiterando que se había tratado de un error, dándole seguridades de que tales hechos no volverían a ocurrir, y rogándole olvidara el incidente. El Obispo aceptó las explicaciones que se le daban pero reiteró personalmente su protesta.

Laffont permaneció en Andorra hasta el día 6, en que por considerar peligroso para su seguridad personal el permanecer allí, decidió trasladarse a España. Trémoulet ordenó a José Lara que se trasladase a Andorra para hacerse cargo de la emisora como director interino. (25)

El Delegado Permanente de la Mitra protestó de lo sucedido ante el Copríncipe francés, por carta del 18 de octubre: "La gravité d'incidents

semblables, Monsieur le President ne vous échappera pas.

En agissant ainsi le capitain de gendarmerie français à porté la plus grande atteinte aux lois qui regissent la Principauté; semblable methode nous rappelle les agissements de la Gestapo contre lesquelles nous eumes à lutter durant l'occupation de la frontiére franco-andorrane.

Sans vouloir preciser á nouveau l'action adroite, utile et ferme developpée par M. Laffont durant la guerre et qui a permis de conserver Radio Andorre dans la plus stricte des neutralités..."

Aprovechaba para recordar la misión de las fuerzas de gendarmería estacionadas en Andorra y con la mayor exigencia recordaba: "L'Andorre

a été de tous temps une Principauté placée sous le co-souverainité des deux Co-princes.

Nous ne pouvons pas consentir aujourd'hui á ce qu'elle puisse être considerée comme un protectorat ou administration, comme une colonie française."

Por contra Puiggrós señalaba al Veguer francés, el 20 de octubre, que la tentativa de secuestro de Laffont, era "un acto incalificable". Decía que él "le había puesto al corriente de todas las tentativas de

los alemanes... (que) fueron desbaratadas totalmente...

Con la misma energía con la cuál, yo, el Sr. Laffont y mis amigos, nos opusimos a toda intromisión alemana..., nos oponemos hoy a todas estas tentativas de intimidación..." (26)

El 18 de octubre, la Comisión interministerial francesa y Michelson llegaron a un principio de acuerdo (27): "...a) L'autorisation du Co-

prince français à la station Radio-Andorre serait retiré.

b) Une autorisation exclusive du Co-prince français serait accordée à la Société de gérance de Radio-Impérial.

Le gouvernement français appuiera la société de gérance dans la recherche, par cette dernière, des autorisations complémentaires nécessaires à la mise en oeuvre de la société à Andorre et notamment de celle du Co-prince épiscopal.

..d) La Société de gérance de Radio-Impérial s'engage, d'autre part, à acquérir les installations et le matériel de Radio-Andorre par l'intermédiaire du gouvernement français ou par celui du sequestre éventuel, dès que celui-ci ou celui-là lui demanderont.

e) A la demande de gouvernement français, la Société de gérance se déclarerait prête à installer en Andorre un émetteur destiné à neutraliser les émissions de Radio-Andorre dont le fonctionnement serait irrégulier, à la suite du retrait de l'autorisation par le Co-prince français."

En nombre de la comisión firmaron este acuerdo Robert Bichet (sous-secrétaire de Etat à la Présidence du Conseil et à l'Information), Marius Mortet (ministre de la France d'Outre-mer), Francisque Gay (ministre d'Etat) y Pierre Schreiter (sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères).

Michelson, solicitó garantías suplementarias antes de aceptarlo plenamente, y la Comisión elevó todo el problema al Consejo de Ministros francés que el 23 de octubre de 1946 rechazó la propuesta de intercambio. (28)

Por carta del 19 de noviembre el Inspector General de l'enregistrement des Domaines et du Timbre, notificaba a Puiggrós que el Presidente del Tribunal Civil de Toulouse "a placé sous sequestre tous les

biens vous appartenant au nombre desquels figure un important matériel radiophonie qui vous a été expédié de France en vue de la construction d'un poste émetteur en Andorre." (29)

Como puede comprenderse Puiggrós mantenía su nacionalidad de origen española, y aunque hubiera adquirido también la anturaleza andorrana por su matrimonio con Dolores Vila, no poseía ningún bien en Francia, y por tanto no podía ser enjuiciado en Francia. La Cour de Justice no podía citarle como lo había hecho, ni mucho menos dictar el embargo preventivo de sus bienes situados fuera del territorio francés. Su socio Trémoulet así lo hizo saber al Obispo y al Ministerio de Asuntos Exteriores español en una de sus misivas dirigidas a Carrero Blanco (30).

Trémoulet creía que "los grupos competidores israelitas los cua-

les hace dos años han concertado un acuerdo con el partido comunista con el fin de ampararse de Radio Andorra, y a su vez utilizar dicha emisora con fines de propaganda sobre España, así como también con fines de propaganda comerciales..., es preciso preveer más claramente el día que se acerca, en que bruscamente funcionarios o representantes franceses

(???) con mandato o no tomarán posesión de la emisoras y pondrán al Obispo de Urgel y a sus representantes ante un hecho consumado."

En un memorandum dirigido al Ministro de Asuntos Exteriores por las mismas fechas, Trémoulet analizaba la situación: "La campaña contra

Radio Andorra ha sido la obra de un grupo de israelitas que han sido ayudados particularmente por el partido comunista y sus periódicos así como también por un número reducido de funcionarios de los Ministerios de Información, de la Radio, de Justicia y de Asuntos Exteriores...., Habiendo actualmente sido suprimida en Francia toda la publicidad radiofónica, a raíz de la instauración del monopolio de Estado para la radiodifusión francesa, éstos buscan la manera de ampararse de Radio Andorra con fines de poder conseguir su actividad comercial...., quieren hacer llamamiento al caso del Sr. Puiggrós andorrano y Laffont ante los tribunales franceses con el fin de hacer tomar a sus personas condenaciones graves (incluso la pena de muerte, ya que están ausentes). De esta manera, podrán hacer decretar por la justicia que sus bienes deben ser confiscados y esperan así ampararse con Radio-Andorra. El Obispo está completamente decidido a no dejar realizar estos planes."

En la sesión de 25 y 26 de noviembre de 1946, de la Comisión Interministerial Permanente para los Valles de Andorra, se informó "sobre

noticias que (se) tienen de que Francia tiene la intención de apoderarse de Radio Andorra por la fuerza... La C.P. estima que procede apoyar al Sr. Obispo." (32)

La Cour de Justice dió el 26 de noviembre de 1946 su veredicto sobre el caso Trémoulet, Laffont y Puiggrós (33). Consideraba "irrecevable...

l'excuse de tous", para no comparecer acordaba la "disjonction des poursuites en ce qui concerne Puiggros... et condamne par contumace Trémoulet et Laffont à la peine de mort, à la dégradation nationale et à la confiscation de leurs biens." (34)

La sentencia fue recurrida y la Chambre des Mises en Accusation de la Cour d'Appel de Toulouse, dictó sentencia de casación, el 19 de diciembre de 1946 por la que "casse et anule le dit arrêt et renvoie

cause et partie devant la même Cour de justice de Toulouse, autrement composé pour y être à nouveau statue conformément à la loi." (35)

LOS INTENTOS DE ALEJAR A TREMOULET

El 16 de enero de 1947 fue elegido Presidente de la República Francesa, y Copríncipe de Andorra, M. Vincent Auriol (36). Como puso de relieve Duval, (37) antes de la guerra, M. Vincent Auriol, que era diputado SFIO del Haute-Garonne, estaba en conflicto permanente con los radicales, y La Dépêche du Midi, propiedad de los hermanos Sarraut y de J.B. Chaumeil, -de quien era yerno Jean Baylet- y de Trémoulet que se beneficiaba de su apoyo.

Después de la Liberation, Jean Baylet tuvo dificultades para recuperar La Dépêche (38), y elegido diputado gracias al control del importante diario, logró articular un grupo de once diputados radicales del Sud-Ouest que utilizó en la Assablée National para hacer y deshacer las mayorías -y por tanto los gobiernos-. Para Auriol y sus amigos era por tanto un enemigo a neutralizar. Y a falta de poder atacarle frontalmente, decidieron atacar al través de su amigo Trémoulet.

Trémoulet sostenía además un difícil combate en favor de la radio privada, que trataba de impedir fuese anulada o absorbida por el monopolio radiofónico estatal francés. Radio Andorra, como emisora periférica podía seguir la misma suerte, y debía intentarse quedar al margen de la legislación francesa. Se trataba de un negocio muy rentable ya que la emisión desde Andorra de programas que llegaban a buena parte del Midi, dada la cobertura de la potente emisora garantizaba importantes

ingresos por publicidad. Con un proceder similar, con las emisiones de onda corta, podía intentarse cubrir mercados aún más lejanos. La utilización de los mismos esquemas de programación que las emisoras de la Radiophonie du Midi, ahora que estaban silenciadas todas las emisoras, podía asegurarle parte de sus oyentes. (39)

Era importante que Radio Andorra no se consolidase. Y para ello era preciso alejar a Trémoulet de su gestión. Con mayor razón cuando el argumento oficialmente sostenido por el gobierno francés era que la emisora había sido construida por Trémoulet, que era el propietario pleno de la misma, para escapar a los impuestos que en Francia grababan a la publicidad radiofónica, implantándola en un paraíso fiscal como Andorra. Además como que sus bienes estaban en Francia secuestrados en espera de la solución de los procesos criminales abiertos contra él, se abrigaba la esperanza de poder controlar también sus bienes en el extranjero. Corolario preciso era el negar que la concesión estuviese plenamente vigente y en manos de los herederos de Buenaventura Vila.

El Directeur de la Section Europe del Ministère des Affaires Etrangères comunicó al encargado de negocios español que: consideraban a Laffont, Trémoulet y Puiggrós como "indeseables", y que Radio Andorra era un bien francés que debía estar bajo secuestro, aunque aceptaba que ambos casos podían "ser objeto de negociaciones." (40)

Cuando esto fue notificado a la Mitra, esta hizo saber al Ministerio de Asuntos Exteriores español que la condición de "indeseables":

"es punto que no toca a la Mitra de Urgel dilucidar. Solo ha de hacer constar esta, que el derecho de asilo en Andorra ampara por igual a súbditos "indeseables" franceses, y a los súbditos "indeseables" españoles, que son algunos más de dos..."

Y recordaba que la emisora no podía ser un bien francés ya que la concesión se hizo a un andorrano, y pasó a sus herederos, que no poseían ninguna relación con Francia. También recordaba que el Tribunal de Toulouse no podía, sin hacer intervenir los tribunales andorranos, secuestrar nada en Andorra.

De conformidad con este parecer de la Mitra, el encargado de negocios español remitió el 14 de febrero de 1947 una Nota Verbal al Ministère de Affaires Etrangères en la que decía: "Le Gouvernement espagnol

maintient que Radio Andorre est de propriété espagnole ou andorrane et non pas française; par conséquent, les Tribunaux français ne sont pas compétents pour ordonner son séquestre et déclare, une fois de plus, que cette Radio ne s'est jamais dédiée d'aucune manière à la propagande politique." (41)

El Obispo recomendaba al Director para Europa del Ministerio de Asuntos Exteriores, en carta de 19 de febrero: "puesto que el gobierno

francés procura molestar por todos los medios que están a su mano al Estado español, creo sería medida hábil por parte del gobierno español aparentar cierto desinterés, vis a vis de Francia, en los conflictos que se planteen en Andorra. Así al menos me lo parece a mí." (42)

Y a los pocos días le comunicaba el nombramiento de un nuevo Veguer francés, André Bertrand, que se suponía tenía instrucciones conciliadoras, para evitar roces con el Obispo. Esta información le había llegado por vías oficiales, y él suponía que ponía de relieve las dudas de los altos responsables franceses sobre como enfocar los temas andorranos. (43)

En la política a seguir respecto a la radio en Andorra, la preocupación principal francesa era que la ausencia de un Cahier des Charges, claramente establecido y promulgado, acentuaba los incumplimientos de algunos de las condiciones fijadas en las autorizaciones de 1938 y 1940, y que estos incumplimientos justificaban la retirada de los "permisos" para emitir que venía disfrutando Radio Andorra. Años más tarde, Mitterand aseguraría: "C'est ainsi qu'une des conditions de l'exploitation sur

ondes courtes était une puissance maxima d'un kilowatt et l'absence de publicité. Or chacun sait que Radio Andorre, sur ondes courtes, fait de la publicité, et émet, non pas avec un kilowatt mais avec dix." (44).

Sin embargo, el problema mayor residía en que en realidad la concesión que inicialmente se había hecho a un sólo concesionario, Vila Ribas, estaba en aquel momento en manos de varios contratantes: Dolores Vila, Puiggrós, Trémoulet, Kierzkowski..., que no siempre aparecían concordes. Puiggrós contactó con los servicios franceses ofreciendo su interpretación de que la concesión inicial era precaria y podía ser revocada. Esta interpretación fue muy bien acogida por el Copríncipe francés, Auriol, que el 7 de mayo de 1947 revocó la autorización de funcionamiento. Esta acción no tuvo ninguna consecuencia ya que no fue aceptada por el Copríncipe Obispo partidario declarado de no modificar en nada el "statu quo". Puiggrós durante un cierto tiempo mantuvo una actuación ambigua, si no de doble juego.

¿Qué pudo ocasionar el distanciamiento entre Puiggrós y Trémoulet?. No es fácil responder dado el silencio que ambos han mantenido sobre esta cuestión (45). Las hipótesis más verosímiles son las de las discrepancias sobre el rendimiento económico de la emisora. La base de los ingresos era la publicidad, sobre todo la contratada en Francia, y esta pasaba por la exclusivista propiedad de Trémoulet, estadio en el que se realizaban los beneficios importantes. Por contra, no parece que Puiggrós, que tenía la exclusiva de la publicidad española, pudiese realizar grandes ganancias. Además la contabilidad de la emisora reflejaba superávits moderados de explotación, que eran los que se repartían entre todos los socios. En definitiva, el negocio se hacía antes de la emisión y con poca participación de Puiggrós. Sin embargo este controlaba, y ante los Copríncipes representaba la titularidad de la concesión, baza muy importante para toda la redefinición de los elementos en juego. La crisis de 1947 prefiguraba la definitiva de 1951 entre Trémoulet y Puiggrós.

Los procesos contra Trémoulet y Kierzkowski, experimentaron una importante variación con el fallo pronunciado por la Chambre de la Cour de Cassation de 25 de junio de 1947 por el que casaba y anulaba "mais dans l'interet de la loi seulement" la sentencia de 19 de diciembre de 1946. (46)

LA POSTURA FRANCESA

El Veguer francés recibió la orden de formular ante el Copríncipe Obispo, la nueva posición francesa. Sostuvieron una larga entrevista el 2 de octubre (47) y el Obispo solicitó se le diese traslado por escrito de las propuestas francesas. Así se hizo por la Nota de 14 de octubre de 1947. (48)

Después de un breve historial de Radio-Andorra, se expone en

ella la posición del Copríncipe francés sobre dicho asunto mediante una propuesta concebida en estos términos: A) denuncia y sustitución de la concesión actual; B) pago a los señores Puigrós y Trémoulet del valor actual de las instalaciones, construcciones y terreno de la emisora; C) nuevo exámen de los proyectos del pliego de condiciones (cahier des charges) presentados en 1939, y su nueva redacción debería permitir recuperar retroactivamente los derechos impagados; D) constitución de dos sociedades, una de capital y otra de gerencia o de explotación, cuyas características se especifican en la Nota.

Las razones alegadas por el Copríncipe francés para formular su propuesta son, fundamentalmente éstas:

1ª) Aunque el señor Puigrós, obrando en nombre de su esposa, figure oficialmente como concesionario de la emisora, los señores Trémoulet y Kierzkowski, o sea la Radiophonie du Midi con sede en Toulouse, intervienen preponderantemente en la administración de Radio Andorra, tienen intereses directos en el negocio y son de su propiedad el edificio y las instalaciones; aduce como prueba de este aserto una serie de documentos incautados por los servicios franceses, entre los que se hallan los siguientes: a) el acuerdo de 31 de mayo de 1939 a propósito de las deudas del señor Puigrós, cuya suma ascendía a 6.400.000 frs., y que en 31 de marzo de 1944 alcanza la cifra de 11.057.765⁵⁰ frs., declarada a la Direction de l'Enregistrement de Toulouse como capital extranjero y que, para mayor precisión, luce en el Balance de

Radio-Information en la cuenta A. cerrada al 31 de julio de 1944; b) las pólizas de seguros concernientes a la emisora constan extendidas en 1937 a nombre de los señores Trémoulet y Kierzkowski y en la relativa a incendio existe una minuta de 30 de septiembre de 1937 fijando la transferencia a nombre de Puiggrós "obrando por cuenta y en nombre de M. Trémoulet"; c) la correspondencia, los telegramas y un fajo de facturas, que revelan las numerosas intervenciones de este señor y demuestran que actuaba como dueño cuyas órdenes eran indiscutidas; d) documento conteniendo las consignas manuscritas dadas por Trémoulet a Puiggrós y a Laffont, aconsejando prudencia a las relaciones con personalidades francesas y españolas y recomendando que se destruya un documento que demuestra su autoridad y su importante participación en la gestión de Radio Andorra.

2ª) Violación de la neutralidad de Andorra por el concesionario, al transportar a Radio-Andorra, con la complicidad de los alemanes, algunos días antes de la liberación del territorio francés, una cantidad de material procedente de las emisoras privadas agrupadas en la Radiophonie du Midi, o sea Radio-Toulouse, Radio Montpellier, Radio Agen, según ha reconocido M. Laffont en el interrogatorio a que fue sometido en Toulouse el 26 de octubre de 1944, como asimismo lo confiesa Puiggrós, en una carta dirigida al Veguer francés; este material no se halla en Andorra, ignorándose su situación actual; en consecuencia, el concesionario señor Puiggrós está comprometido en un proceso de malversación del activo de una sociedad francesa sujeta a embargo y en una operación de igual carácter en perjuicio de una sociedad andorrana, lo cual interesa más particularmente a los dos Copríncipes y al Consejo General de los Valles.

3ª) Incumplimiento por parte del concesionario de sus obligaciones financieras y técnicas emanantes del acuerdo en el que se otorgó la concesión provisional, como también en lo concerniente a las emisiones, pues en ellas jamás se han dado las "conferencias instructivas o pedagógicas ni las relativas a propaganda y fomento turístico de los Valles de Andorra", tal como se previene en el art. 10 del mencionado acuerdo.

4ª) Funcionamiento de los dos postes de Encamp, con longitudes de ondas ilegales que nunca han sido reconocidas. La autorización fue concedida a título experimental, para una potencia máxima de un kilovatio sin causar ninguna perturbación a otras emisoras y siempre con carácter precario y revocable. Así se hizo saber en términos muy claros al señor Puiggrós cuando, después de su interrupción, se reanudaron las emisiones en abril de 1940, y en 5 de octubre del mismo año la Veguería francesa significaba por escrito al mismo señor que se trataba de "emisiones de ensayo de Radio Andorra", y, precisamente, por no haberse observado estas prescripciones, los dirigentes de Radio Andorra especulando sobre una situación de guerra han provocado protestas de países extranjeros (Inglaterra, Suecia, etc.) y la apertura de un expediente que fue comunicado a la Conferencia Mundial de Telecomunicación de Atlántic-City." (49)

Según Noguères, el funcionamiento irregular de Radio Andorra suponía en opinión del gobierno francés que: "il semble difficile que

les deux Co-princes puissent tolérer plus long temps un poste émetteur qui représente, pour les particuliers qui l'exploitent, dans des conditions irrégulières, une affaire d'autant plus lucrative qu'ils continuent à profiter des circonstances pour ne s'acquitter d'aucune de leurs obligations financières ou techniques."

Noguères asegura que el Obispo fue a Roma y sometió las proposiciones francesas al Vaticano. Días más tarde fue a Madrid, y el 12 de diciembre fue recibido por Franco. Según Noguères al Obispo se le indicó como línea de conducta "contrarier toute tentative d'accord

avec France, où l'Espagne ne serait pas partie." (50)

Remitidas por la Mitra las propuestas francesas al Ministerio de Asuntos Exteriores español, correspondió a D. Javier Conde redactar el informe sobre las mismas (51). Conde atribuía el proyecto a funcionarios poco informados o muy sensibles a los "funcionarios judíos, socialistas

y comunistas de la radiodifusión en unión con el grupo socialista israelita" que trataba de controlar Radio Andorra. Resumía una vez más los antecedentes.

Anulado el proceso a Trémoulet, Puiggrós y Laffont, y fracasado el secuestro del director de Radio Andorra, los esfuerzos de los opositores de Trémoulet se dirigían, según Conde, a sustituir al Veguer francés, a que se reabriera el proceso a Laffont y a que se dieran instrucciones al nuevo Veguer "a fin de que emprendiera una política de suavidad con el Obispo, para procurar convencerle de anular la concesión pura y sencillamente". En medios andorranos en París, informaban los servicios españoles, se tenía la impresión de que se deseaba acelerar la solución del problema.

Conde decía: "importa pues saber hoy, si la emisora de Radio Andorra que fue siempre explotada con los principios absolutos de honradez, lealtad, neutralidad y moral cristiana, será robada a la familia Vila-Puiggrós para ser entregada a un grupo de judíos social-comunistas, sostenedor de los periódicos que lanzaron calumnias y mentiras permanentes sobre Andorra, el Obispo y España.

O bien si por el mantenimiento de una actitud firme, esta emisora podrá continuar siendo una emisora opuesta a todos los intentos revolucionarios y formará parte de la cadena de emisoras católicas, cadena que se va instalando poco a poco en el mundo para luchar contra el comunismo, el marxismo y las dos opiniones del espíritu cristiano.

...En presencia de los acontecimientos actuales, que dejan muy imprecisa la suerte futura de Francia, así como la suerte de su Copríncipe actual, mientras es imposible saber cuáles son los hombres o los partidos que dirigirán los destinos de ese país, se desprende que es deseable pronunciarse por un "statu quo", pudiendo ser estudiada la cuestión cuando la calma y la tranquilidad y la seguridad de las Instituciones francesas sean definitivamente aseguradas.

La nota del Ministerio español concluía señalando el posible papel de Radio Andorra en la lucha radiofónica contra el comunismo, o en el reforzamiento de la radio católica, que decía se estaba organizando en Portugal, en España y en la Argentina: "Radio Andorra que

algunos llaman la segunda emisora del Vaticano, no puede ni debe caer entre manos de los que han sido el soporte del Frente Popular francés.

La situación de Europa y Francia permite al Copríncipe Obispo exigir y mantener el "statu quo"...

Estas apreciaciones sólo son comprensibles en el contexto de la naciente guerra fría; y deben inscribirse entre las acciones radiofónicas occidentales frente a la Unión Soviética planeadas en aquellos meses. (52)

Trémoulet hizo llegar también al Ministerio de Asuntos Exteriores unas "observaciones sobre la nota remitida en noviembre de 1947 por el Veguer de Francia sobre "Radio Andorra" (53). En ella se aportaban precisiones sobre las acusaciones de evasión fiscal, falta de decreto de autorización, cahier des charges, autorización, Sr. Puigrós, propiedad de las instalaciones de Radio Andorra.

Se extendía en aclarar su posición, recordando que a petición de la administración francesa el concesionario inicial tenía que reunir a su lado a expertos franceses. Trémoulet "era el representante del

Sr. Puigrós en Francia, particularmente para los asuntos administrativos que se tenían que regular (tasas, cahier des charges, etc.); ello no es prueba de propiedad sino un sencillo mandato otorgado por el concesionario para facilitar sus relaciones con las administraciones francesas...

Asimismo los avisos dados por el Sr. Trémoulet, y que son consecuencias de su papel de Consejero técnico, del cuál el concesionario le había encargado, para contestar a los deseos de la Administración francesa, no se explica por propiedad de este sobre los bienes de Radio Andorra sino como sencilla manifestación de las funciones que ejerce con conocimiento de todos.

Por lo que se refiere a las primeras pólizas de seguros se tuvieron que suscribir en Francia con motivo de la guerra de liberación española, lo cual impidió semejante realización en España...; posteriormente muchas pólizas han sido sustituidas por nuevas pólizas suscritas en España por el Sr. Puiggrós y la Sra. Lolita Vila.

Además puede ser que el Sr. Trémoulet, habiendo adelantado dinero para la compra de cierto material, haya juzgado prudente el tener personalmente un seguro para dicho material en espera de liquidar el reembolso con el concesionario."

Continuaba el alegato argumentando la no alteración por Radio Andorra de la neutralidad de Andorra, puntualizaba las razones de mantener material militar y radiofónico escondido en Andorra. Ponía en duda que no se hubiesen respetado obligaciones económicas y técnicas, o que no se hubiese actuado para favorecer el turismo hacia Andorra, y discutía la interpretación francesa de que la autorización era precaria y revocable, y de la falta de asignación de una longitud de onda.

LA POSTURA ESPAÑOLA

El 17 de diciembre de 1947 se celebró en el Ministerio una reunión del Ministro, Alberto Martín Artajo, Subsecretario, Obispo de la Seu d'Urgell, Mr. Iglesias Navarri, y el Veguer, Sr. Sansa. Se examinó el problema de las fuerzas de seguridad en Andorra, y de Radio Andorra. El Copríncipe episcopal había entregado una nota fechada dos días antes en la que recordaba los antecedentes hasta 1940; informaba de la posición francesa posterior a la liberación recordando "los intentos de apoderarse de Radio Andorre motivados por la presión comunista", el procesamiento de Trémoulet y Puiggrós, el intento de secuestro del director de Radio Andorre Sr. Laffont el 2 de octubre de 1946 y añadía "La cuestión de

R.A. no adquiere, sin embargo, estado oficial hasta que resuelta la cuestión política de los Valles y normalizadas las relaciones entre los dos Copríncipes de una parte, y entre el Copríncipe francés y el Consejo de los Valles de otra, se plantea oficialmente por el Señor Veguer francés en nota del 14 de noviembre del corriente año."

La nota enumeraba las razones de la postura francesa; "de jure" los servicios franceses consideraban "no existió ratificación formal de la concesión y por lo mismo hay que considerar a R.A. como estación clandestina" y "R.A. no posee onda propia". "De facto" se esgrimía que "la propietaria no sería la Sra. Vila sino el grupo Trémoulet-Kierzkowsky, en otras palabras, la Radiodifusión del Mediodía de Francia"; al haber sido condenado Trémoulet por un tribunal francés, "Francia no puede tolerar de ninguna manera que siga al frente de R.A.". También se añadía "que en la práctica pueden producirse tales perturbaciones en las emisiones de R.A. que ésta se vea en la imposibilidad técnica de funcionar", insinuando que se procedería a interferir sus emisiones.

Los servicios franceses hacían algunas proposiciones: "obligar extra-judicialmente al concesionario a ceder la estación mediante la indemnización correspondiente."

La indemnización sería abonada por otro grupo financiero interesado en Radio Andorre. "Creación de una nueva entidad R.A. cuyo capital nominal quedaría en poder, y por mitad, en cada uno de los Copríncipes (éstos no tendrían que desembolsarlo". Se crearía una "Sociedad de explotación", que tendría la de la emisora durante todo el periodo de la concesión obligándose a satisfacer a los Copríncipes un porcentaje de los ingresos publicitarios, y otorgándoles una intervención en el funcionamiento permitiéndoles nombrar "un Consejero-Delegado con plenos poderes."

Ante esta proposición la Mitra hacía saber: que era imposible llegar a una solución "sin contar con la venia del concesionario actual, pues resulta imposible obligarle a aceptar dicha solución". La regulación de Radio Andorre "afecta a los intereses de los países vecinos y no es prudente en estos momentos plantear dicha cuestión". Y sobre la

asignación de frecuencia o longitud de onda, "no puede aceptarse el principio de que sea Francia la que exclusivamente ha de representar a Andorra a este respecto". En cuanto a las proposiciones económicas el Obispo señalaba que "no parece prudente que los Copríncipes aparezcan como propietarios de una estación de radio de tipo comercial". Dado el origen de los fondos previstos para satisfacer la indemnización se mostraban también fuertes reticencias pues "se da la impresión, 1º, que los Copríncipes actúan como mediadores. 2º, que la Mitra de Urgel cede ante proposiciones de tipo económico". Se añadía que la participación en los ingresos publicitarios pueden imponerlos los Copríncipes con independencia de participar en el capital de la sociedad.

La Mitra concluía indicando las "eventualidades que hay que considerar", y señalaba: "1º.- No es probable un acto de fuerza, de parte

francesa, máxime no cerrando la puerta a la negociación. Además, este asunto parece promovido por la presión de un grupo financiero y por eso creemos que el Ministerio de Asuntos Exteriores francés no quiere intervenir directamente, ni buscarse más complicaciones sobre Andorra, considerando sin duda, el poco éxito de su injerencia en las elecciones de 1945.

2º.- Una protección "manu militari" de R.A., en su estatuto actual, por la Mitra, no parece aconsejable. Una medida de fuerza de parte de la Mitra, solamente se justificaría a los ojos de los andorranos para salvaguardar los intereses generales del país, y el orden público, en caso de hallarse gravemente perturbados o amenazados...

No es previsible un golpe de mano sobre R.A., actualmente pues han existido momentos mucho más favorables sin que se haya producido. Con todo sería prudente tener preparadas, con la máxima reserva, las medidas a tomar eventualmente, en forma que a la sola indicación de la Mitra, puedan ser aplicadas sin pérdida de tiempo.

3º.- No parece prudente negarse en absoluto a negociar sobre este asunto con el Copríncipe francés; y que la actitud de la Mitra, en estas circunstancias de inestabilidad francesa, ha de ser la de ganar tiempo para que en su día y con mayores garantías pueda resolverse la cuestión de modo definitivo."

El mismo día 17 de diciembre de 1947, J. Erice, Director General de Política Exterior español, trasladaba la nota al embajador español en París, Manuel Aguirre de Cárcer, y le señalaba que según el Obispo "no es previsible un golpe de mano", y que "el mencionado Copríncipe ha quedado en proseguir las conversaciones con el Veguer francés". Erice añadía: "quizá, una forma de avenencia sería el que se apartara

de la dirección técnica a ese Trémoulet, a cambio de que los Copríncipes rectifiquen formalmente la concesión de Radio Andorra". (Y concluía diciendo que al no tener Radio Andorra) "banda propia concedida en Lucerna, Francia pretende que, como nosotros, en virtud de aquella decisión de la ONU de 12 de diciembre de 1946, no estamos integrados en el Organismo de radio, tiene que ser Francia la que haga las gestiones en nombre de Andorra; pero, ésto es infundado e ilícito porque nunca ni el gobierno francés ni el gobierno español, pueden actuar en nombre de Andorra, sino que únicamente los Copríncipes son los que llevan la representación que pudiéramos llamar estatal de sus Valles."

Como puede verse la diplomacia española se aprestaba a defender las posturas del Obispo, pero hacía una defensa mucho más simplista de las alternativas frente a la posición francesa.

Celebradas elecciones para el Consell General, a mediados de diciembre de 1947, los resultados no fueron confirmados por los Veguers, abriéndose un periodo de inestabilidad política en Andorra.

Una nota informativa (54), en lenguaje que utilizaban en las notas los servicios influidos por Trémoulet, calificaba: "el desagradable resultado de las últimas elecciones andorranas ha sido el triunfo de varios elementos comunistas (Armengol, Tomas, Reig, Aleix)." Los consellers elegidos, eran "elementos extremistas". La lucha política entablada había sido favorecida por los "israelitas social-comunistas -a veces

desgraciadamente con la ayuda de los demócratas cristianos- se han empeñado en derrotar al partido de derecha y católico andorrano para llevar al poder a los elementos de izquierda que permitirían apoderarse de Radio Andorra con objeto -una vez entre las manos de los judíos social-comunistas Mayer, Michelson, Bluestein, Hermann, etc.- de utilizar esta

emisora católica contra España en el momento oportuno."

Elementos esenciales en este complot serían el Veguer francés, M. Bertrand, por su conexión con Meyer cuando era él cónsul francés en Mónaco y consiguió que la SOFIRAD entrase en propiedad de Radio Monte-Carlo; M. Challier, por estar destacado por el propio Meyer en Andorra, y los gendarmes franceses que efectuaban "una propaganda política socialo-comunista de cada día, cuyos efectos acabamos de constatar después de tres años de actuación". Se aseguraba que el único apoyo al Obispo y su Veguer eran "antiguas familias andorranas que no quieren de ninguna manera que el Principado caiga en manos de los israelitas socialo-comunistas." (55)

La Dirección de Relaciones Culturales del Ministerio español de Asuntos Exteriores, encargó a D. Javier Conde la redacción de otro informe sobre el asunto de Radio Andorra. Con fecha de 20 de diciembre de 1947 éste lo elevaba a sus superiores, indicando después de un amplio recuerdo de los antecedentes: "De los términos de la concesión se desprende

claramente que la situación del concesionario y propietario de la emisora es firme desde el punto de vista legal. Mientras la concesión no sea renovada por el Consejo General y ratificada la renovación por los dos Copríncipes, su situación jurídica es invulnerable. En estas condiciones, tanto el Sr. Trémoulet, beneficiario de la publicidad, como el Sr. Laffont, director de la radio, han acudido a este Departamento aconsejando que se mantenga a toda costa por parte de España el "statu quo", apoyando al mismo tiempo vigorosamente la posición del Copríncipe español. Es indudable que esta sugestión obedece a la defensa de los intereses propios del Sr. Trémoulet y del Sr. Laffont, por cuanto el mantenimiento del "statu quo" les garantiza la continuación de su situación personal y de sus beneficios económicos."

La dificultad de intervenir radicaba en que en defensa de los intereses españoles no podía actuarse más que alineándose con las posturas episcopales. Conde sugería utilizar la cláusula de la concesión de 1935

que "por la que se autoriza al concesionario a transferir sus derechos

a una sociedad. El toque estaría en hacer que esa sociedad fuese realmente dominada por intereses españoles... Acaso podría ser esa figura una sociedad anónima en la que la mitad de las acciones perteneciesen al actual concesionario y la otra mitad fuese distribuida por partes iguales entre andorranos, franceses y mandatarios privados del Estado español o de la red española de Radiodifusión. En una etapa ulterior, el actual concesionario, propietario de la mitad de las acciones, podría, previa indemnización económica adecuada, ir cediendo paulatinamente su paquete de acciones a los mandatarios privados del Estado español". (Finalizaba recomendando que)"es evidente que si se acuerda mantener por ahora el "statu quo", conviene que por parte española se apoye resuelta y ostensiblemente la postura del Copríncipe español, Obispo de Urgell."

LA POSICION DE LA MITRA

Con todas estas orientaciones el Copríncipe episcopal ordenó al Delegado Permanente, Fornesa, preparar un texto destinado al Veguer del Copríncipe francés en el que precisaba la posición de la Mitra. El borrador lleva fecha de 30 de diciembre de 1947. Fornesa le comunicaba que su exposición respondía al encargo hecho por el Obispo antes de una visita a Roma. Y añadía "quise esperar el regreso de mi Señor Obispo,

con el fin de leerle la mencionada exposición, que ahora me complazco en enviaros, Sr. Veguer, seguro de que si no responde al punto de vista por Vos propugnado en la nota de 14 de octubre, veréis al menos en ella las razones en que se funda el nuestro, y el deseo de perfecta colaboración que nos anima."

Resumía los antecedentes en la línea bien conocida de argumentar que la concesión debía considerarse firme. Afirmaba: "Prueba de que

la concesión se tuvo por firme desde el primer momento, es que, a requerimiento expreso del Ministerio de Asuntos Exteriores de Francia en nombre del Jefe del Estado, la concesionaria abonó a los organismos del Copríncipe francés, y éstos recibieron, el tanto por ciento convenido por la publicidad francesa". (Añadía que, el 22 de febrero de 1940 el Copríncipe francés revalidó la autorización de emitir) "determinación que pareció bien a la Mitra, con tal que observara, como se observó, la más absoluta neutralidad". (Recordaba que) "La longitud de ondas utilizada por R.A. fue, asimismo, señalada en todo tiempo por el Director General de la Unión Internacional de Radiodifusión, hasta que, controlado dicho organismo por los alemanes, R.A. rehusó la onda de 360 mts., a fin de no interferir las emisiones de la estación a la sazón montada por los americanos en Argel, lo cuál más que censurable, es digno de alabanza, sobre todo para su Excia. el Jefe del Estado francés". (Señalaba que R.A.) "ha instalado, a su costa, toda la red telefónica del Principado, con las notorias ventajas para la población, que ello supone, y si no ha radiado programas de turismo como estaba previsto, podría respondernos la concesionaria que ni los representantes del Jefe del Estado francés ni de la Mitra se los hemos enviado". (Por todo ello concluía que rescindir la concesión) "ni parece equitativo ni caballeresco. La indemnización prevista supone siempre aquiescencia del derecho habiente". (Añadía, que) "Tampoco creemos urgente, ni siquiera posible, resolver ahora lo referente a la longitud de onda, toda vez que la Conferencia de Ginebra de 1948 no tiene por misión "repartir" ondas sino proponer un plan de aplicación en 1949."

Aprovechaba para reiterar su oposición a que fuese Francia unilateralmente quien representase los intereses andorranos reiterando la teoría de la soberanía "per modum unius" de los Copríncipes, y le comunicaba que si bien fueron los propios servicios franceses los que pusieron en relación a Buenaventura Vila, y luego a Puiggrós, con Trémoulet,

"visto que el Sr. Trémoulet ha dejado de ser, por las razones que fuese, persona grata

a los organismos del Copríncipe francés, se ha dado orden a la Sra. Dolores Vila de Puiggrós, de que R.A., prescinda en adelante de los servicios de aquél". (Concluía) "La experiencia de ocho años, los más difíciles que dar se puedan ha demostrado la prudencia y acierto con que fue establecida R.A. Por lo mismo, opinamos que no sería prudente introducir en la concesión innovaciones de fondo, al menos mientras la situación internacional no haya adquirido aquella estabilidad y normalidad en el interior y exterior de las naciones, que todos esperamos, conforme ya decíamos en nuestra carta de 26 de mayo de 1945."

En definitiva, era una explicación de los puntos de vista expresados reiteradamente por la Mitra tanto respecto a la concesión como a la atribución de frecuencias y su homologación internacional, así como respecto a la inconveniencia de modificar la situación. La única aproximación a las tesis francesas era la indicación a la Sra. Vila, que la Mitra consideraba explícitamente como titular de la concesión, de que prescindiese de Trémoulet.

El Copríncipe episcopal creyó conveniente que su Delegado Permanente hiciese sus observaciones al Veguer francés, con una redacción mucho más suave, y así se hizo el 7 de enero de 1948. Se resumían una vez más los antecedentes de hecho para insistir en una serie de consideraciones de derecho: "De jure, no puede enfocarse este asunto

prescindiendo del hecho de aparecer como concesionaria la Sra. Dolores Vila. La legislación, o mejor, el derecho civil aplicable en Los Valles, que no es otro que el Derecho Romano, establece el pleno dominio y administración de la mujer sobre sus bienes propios; no pudiendo admitirse que, en este caso, el marido, o sea el señor Estanislao Puiggrós pueda afectar, con actos propios a los bienes de su esposa la Sra. Vila.

Como se ve, este aspecto de la cuestión plantea un problema delicadísimo en el terreno jurídico, y más en la eventualidad de una solución del sentido de la propuesta en la nota antes referida. No se nos alcanza, cuál

pueda ser la manera factible de imponer dicha solución, en el supuesto de una negativa de la concesionaria a aceptarla. Queda en pie siempre dicho problema jurídico, que forzosamente retiene muy especialmente la atención de S.E."

Señalaba que Trémoulet había sido propuesto "como consejero técnico por los mismos servicios franceses", y añadía que: "en todo caso, en

nuestro expediente no existen antecedentes que permitan presumir que la Estación y todos los derechos de la concesión, hubiesen sido transmitidos al grupo Radiodifusión del Mediodía de Francia, transferencia que, por otra parte, no podía válidamente operarse sin el consentimiento de los otorgantes de la concesión."

Abundaba en las conocidas razones respecto a la frecuencia de onda y su reconocimiento por la U.I.R. y precisaba, como inciso:

"Que por la Mitra no puede admitirse que todo lo relativo a telecomunicación que pueda afectar los Valles, incumba exclusivamente al Copríncipe francés. Estimamos que los Copríncipes deberían ponerse de acuerdo, sobre quien haya de representarlos en las conferencias internacionales a este respecto, pues Andorra tiene personalidad propia, encarnada "per modum unius" en sus dos Copríncipes."

Insistía en los problemas derivados de las fórmulas de compensación propuestas, que dado la casi segura oposición del concesionario no sería posible aplicar. También indicaba el desagrado a que la Mitra

"puede aparecer como copropietaria de una estación radiofónica de tipo comercial, por las razones que no escapan a la perspicacia de V.S. Parece solución más adecuada que la Estación pertenezca a una Entidad privada, bajo control de los Copríncipes, que de copropiedad de los mismos."

(Concluía señalando que) "teme la Mitra de Urgell que toda variación en el estatuto de Radio Andorra, se presta a una pugna de intereses de diversos órdenes, y de varia procedencia, todo lo cual, complica extraordinariamente la cuestión, que quizás no resulte por este motivo aconsejable plantearla en estos momentos."

Al dar cuenta el Obispo a José Erice, del envío de esta carta le señalaba: "aunque la carta lleva fecha del 30 pasado, no se ha entregado

hasta hoy, por medio de nuestro Veguer. Ignoro la reacción que producirá en los medios franceses. Extremé la amabilidad, precisamente porque me negaba a aceptar pretensión alguna de ellos. Es decir; tanto más "suaviter in modo", cuanto más "fortiter in re" tenía que ser. Y ahora que Dios, a quien, como es lógico, lo he encomendado, nos inspire lo demás." (56)

Una nueva carta del Obispo a José Erice, fechada el 15 de enero de 1948, ayuda a comprender mejor lo sucedido con respecto a las dos cartas del Delegado Episcopal: "Envío copia de la nueva carta dirigida

por nuestra Delegación Permanente al Veguer francés sobre Radio Andorra. Parecióle la anterior demasiado tajante, para no crear una situación "difícil" con el Copríncipe francés, manifestádoselo así a nuestro Veguer. Y como este conoce bien mi deseo de no crear conflictos sino de resolverlos, accedió a hacerse cargo de ella, con la condición que enviáramos otra en que se dijera substancialmente lo mismo aunque en forma más suave.

Y así se hizo. Como puede ver en la copia que adjunto, reforzando el derecho exclusivo de la concesionaria, y añadiendo los inconvenientes de que la Mitra pasara a ser copropietaria de la Radio. Es decir, que, en forma un poco más abstracta y nebulosa, se dice lo mismo y algo más que en la primera. Veremos como reaccionarán." (57)

NOTAS AL CAPITULO III.

- (1) Noguères: La radio..., p. 49.
- (2) A.M.A.E. Leg. 3682. Exp. 10. Doc. 14.
- (3) Noguères: La radio..., p. 51.
- (4) Bannel: A propos..., p. 20.
- (5) Compte: "Les mystères de Radio Andorre".
- (5 bis) Declaraciones de E. Meyer, directivo de la Radiodifusión Française a Parrot, en Parrot, J.: La guerre des ondes, - p. 210.
- (6) Los trabajos de Jean Maurice Hermann, en el diario Le Populaire, fueron claves para crear este estado de opinión: - 6/XI, "L'assassinat de Pierre Clément à Toulouse, crime politique, épisode de la guerre pour le poste nazi Radio-Andorre". 7/XI; "L'assassinat de Pierre Clément.- La bande Trémoulet-Radio-Andorre.- Des documents accablants en possession de notre malheureux camarade ont disparu". 8/XI; "L'assassinat de Pierre Clément a coïncidé avec l'ouverture de l'instruction contre la bande Trémoulet". 10/XI; "Les tueurs de Clément n'ont pris que des papiers et on n'a retrouvé aucun de ceux qui concernaient Radio-Andorre".
Bannel: A propos..., pp. 15-16. El libro de Bannel está dedicado a Pierre Clément. Hermann era el administrador de Radio-Imperial, la radio que dirigía C. Michelson.
- (7) C.I.P.V.A. Acta 19/XII/45. A.M.A.E. Leg. 5167, Exp. 18.
- (8) A.M.A.E. Leg. 3687. Exp. 10. Doc. 13.
- (9) Vidal: Instituciones..., p. 257.
- (10) J.O. Debats Assemblée Nationale, (1949), 2^e séance du 21/VII/49, p. 4931.
- (11) Noguères: La radio..., p. 62.
- (12) Duval: Histoire..., p. 359.
- (13) Bannel: A propos..., p. 50.
- (13 bis) Comentario de Pascual Gómez Aparicio en Diario de Barcelona, (12/V/46), p. 27. Gómez Aparicio mantuvo una sección de críticas e informaciones radiofónicas en el diario desde el 31/II/45 hasta 1955.
- (14) A.M.A.E. Leg. 3682. Exp. 10. Doc. 16.

- (15) Archives de Radio Andorra, reproducido por Duval: Histoire..., p. 386.
- (16) F. Cazamajou era conocida como "Lapin blanc", y considerada colaboracionista, había sido acusada de espía, por Radio Londres, y condenada a muerte por la Resistencia, apareciendo - su nombre bajo otra acusación en Combat, el principal órgano de la misma.
- (17) Bannel: A propos..., pp. 50-51.
- (18) Francisque Gay era la inspiradora de buena parte de las disposiciones de la Resistencia sobre los medios de comunicación. Histoire de l'épuration, vol. III.I.II.
- (19) Bannel: A propos..., p. 52.
- (19 bis) Radio Nacional de España, nº 17, (E/III/39), p. 4, reproduce la sentencia del Tribunal Mixto de Tánger. En el nº 40, (13/VIII/39) alertaba sobre la pérdida de control español de la emisora.
- (20) Duval: Histoire..., pp. 368-377. Duval utilizó sin citar en detalle la documentación publicada en el Rapport Quenard. J.O. Documents parlementaires annexes. Assemblée Nationale (1955), pp. 523-564. Annexe 10.353. Séance du 10/III/55 y la discusión del mismo, J.O. Debats Assemblée Nationale, (1955), 2^e séance du 17/III/55, pp. 1588-1599. El rapport Quenard examinaba el origen y problemas de la SOFIRAD y sus filiales, entre ellas Andorradic.
- (21) Quenard: Rapport..., p. 550. Reproduce el acta del Consejo de Administración de la SOFIRAD de 30/IX/46.
- (22) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 12.
- (23) Noguères: La radio..., p. 92.
- (24) A.M.A.E. Leg. 3037, Exp. 65, Doc. 8.
- (25) El Ministerio de Asuntos Exteriores español se enteró del intento de secuestro por la escueta nota aparecida en el Boletín Diario de Información Política Militar, de 11 de octubre, y solicitó una ampliación de la información que poseyera el Estado Mayor Central del Ejército, el 15 de octubre. Un mes más tarde, el 14 de noviembre, en oficio "secreto" se le remitió un informe ampliatorio que se acompañaba con la traducción de un suelto de L'Humanité que acusaba a Laffont de inteligencia con el enemigo. El mismo día el Servicio de Información de la Dirección General de Seguridad ponía en conocimiento del Subsecretario lo ocurrido un mes y medio antes. A.M.A.E., Leg. 3037, Exp. 65, Docs. 1 a 8.

- (26) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 11. También Duval: Histoire..., p. 386, reproduce el texto, a partir del archivo Bannel.
- (27) Duval: Histoire..., pp. 373-374.
- (28) Quenard: Rapport..., p. 527.
- (29) A.M.A.E. Leg. 3037, Exp. 65, Doc. 9.
- (30) A.M.A.E. Leg. 3037. Exp. 65, Docs. 11 y 12.
- (31) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 5.
- (32) C.I.P.V.A. Acta 25 y 27/XI/46. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 18.
- (33) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (34) Entre noviembre de 1945 y 1951 la Cour de Justice de Toulouse, juzgando delitos como los que se imputaban a Trémoulet, Laffont y Puiggrós, pronunció 248 condenas a muerte de las que sólo se ejecutaron 16, 244 condenas a trabajos forzados y 230 penas de prisión. Dictó las accesorias de degradación en 11 casos y la confiscación de los bienes en otros 43 casos. En 66 casos dictó la absolución. Lebedan, Guy: "La répression à la libération dans la région de Toulouse", Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, nº 131, (juillet 1983), pp. 105-112.
- (35) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (36) Vincent Auriol, Revel (Hte Garonne) 27/VIII/1884-París 1/1/1966. Licenciado en derecho y filosofía. Fue diputado por Muret desde 1914 hasta 1940. Especializado en cuestiones económicas y financieras. Ministro de finanzas en 1936, y de justicia en 1937. Coordinador de la Presidencia del Gobierno en 1938. Miembro de la Asamblea Consultiva en 1944, y de la Asamblea Constituyente. Ministro de relaciones con la Asamblea en 1945. Presidente de la Asamblea Constituyente desde el 1/I/1946.
- (37) Duval: Histoire..., p. 385.
- (38) Breve historia de La Dépêche en "Midi Pyrénées; 8 quotidiens en 1939...", Presse Actualité, n' 160, (I/82), pp. 56-63. Y en Avant Histoire de l'épuration, vol. III.I.II.
- (39) Ténnot: Radios..., p. 169.
- (40) A.M.A.E. Leg. 3037, Exp. 65, Doc. 13.
- (41) Nota verbal en A.M.A.E. Leg. 3937, Exp. 65, Doc. 16.
- (42) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.

- (43) A.M.A.E. Leg. 3037, Exp. 65, Doc. 18. El Veguer Sr. Sansa creía que el Sr. Bertrand "es persona bien educada, asequible e incapaz... de cometer ningún acto violento". Entrevista de Becerra con Sansa el 25/XI/48.
- (44) J.O. Debats Assemblée Nationale (1949) 2^e séance du 21/VII/49 , p. 4928.
- (45) El propio Puiggrós reiteró al autor, en la entrevista de 26 de febrero 1988, en Andorra, su voluntad de mantener total reserva sobre lo ocurrido.
- (46) Bannel: A propos..., p. 54.
- (47) Noguères: La radio..., p. 53.
- (48) No he visto el documento. Utilizo el resumen del Sr. Trias de Bes en su dictamen de 1948.
- (49) Noguères: La radio..., pp. 54-56, resume también el documento.
- (50) Noguères: La radio..., p. 56.
- (51) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 8.
- (52) Benballa, Fouad: La guerre radiophonique, R.P.P. París, 1983, pp. 77-86.
- (53) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 10.
- (54) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 17.
- (55) Los informes pagados por Trémoulet reiteraban que varios grupos franceses luchaban entre sí para hacerse con el control de la publicidad: Meyer-Michelson al través de "Images et son"; Bleustein Max Brusé con "Publicis"; y Merlin-Amuary con "Radio Luxembourg".
- (56) El Excmo. Sr. Obispo, aprovechaba para comunicarle que si bien no aceptó la indemnización por el viaje hecho a Madrid, con su Veguer (el 17/XII/47) "sí aceptaría agradecerlo, si pudiera V.S. facilitarme neumáticos para el auto, como hicieron tres años y medio ha; porque al ser mi coche del Ministerio y tener todavía matrícula portuguesa por el cúmulo de dificultades que para hacerlo de matrícula española se presentaron, me dificulta extracordinariamente la adquisición de dichos 'neumáticos'..." A vuelta de correo, el día 12 de enero, J.S. de Erice le acusaba recibo y le indicaba: "es urgente que formule V.E. Rvdo. la petición oportuna por medio de una casa cualquiera suministradora, o me indique las dimensiones exactas para intervenir en el asunto". ¡Miserias de la época! ¡Y unos años antes de que Andorra fuese un paraíso de los recambios para automóvil!
- (57) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 28. Copia de la carta del 15/I/48 del Obispo a José Erice, Director General de Política Exterior.

Cap. IV.- INTERESES FRANCESES CONTRA RADIO ANDORRA

LAS OFERTAS DE COMPRA DE RADIO ANDORRA

El Veguer francés se trasladó a París para recibir nuevas instrucciones. Se decidió actuar en una doble dirección: ofrecer al propio Puiggrós la compra de todas las horas de emisión de Radio Andorra, reservándole la exclusiva de la publicidad, procurar la reanudación del proceso contra Puiggrós que acababa de ser aplazado "sine die" el 17 de diciembre de 1947 por los jueces de Toulouse.

Se comisionó a Charles Michelson para que se presentase en la S.G.P. bajo el nombre de Gourly, diciendo ser portador de órdenes de publicidad americana, y ofreció comprar todas las horas de emisión en onda corta de Radio Andorra. (1) No fue recibido personalmente por Trémoulet, sino por el responsable de la publicidad y se le dijo que no se aceptaba vender el tiempo "sin conocer previamente los temas

a emitir comercialmente o políticamente...
(porque) era un abandono disfrazado pero
total de la independencia y neutralidad
de Radio Andorra." (2)

Ofrecía pagar un año por adelantado y situando los dólares en Tánger, y amenazó que en caso contrario se producirían represalias contra la S.G.P. y Bannel.

Trémoulet, en nota al Ministerio español de Asuntos Exteriores, indicaba que el apresuramiento de los agentes franceses respondía a que: "1º.- Se habían creído y esperaban, como consecuencia de las

relaciones del Veguer y de ese señor Chalier "verdadero ojo de Moscú en Andorra" que el Príncipe Obispo aceptaría abandonarlo todo o parte de Radio Andorra desde diciembre.

2º.- Que los partidos de derecha agrupados por De Gaulle hacen rápidos progresos que permiten en apariencia, prever un cambio de situación para abril y la eliminación de todos los elementos socialo-comunistas de Ministerios y administraciones.

...(Habrán nuevos intentos de negociar y) el concesionario precisa que rechazará sin examinarlo siquiera todas las ofertas provenientes de ese grupo socialo-comunista, sean las que sean y cualesquiera que sean las compensaciones financieras que le sean ofertadas.

La maniobra proseguida siempre, tiene por objeto poner la emisora en manos de los partidos políticos de extrema izquierda socialo-comunistas que quieren hacer de ella un instrumento de propaganda subversiva socialo-comunista anti-católica y anti-española, así como asegurar a los funcionarios "de negocios" israelitas socialo-comunistas los beneficios comerciales que esperan de ella." (3)

El 17 de enero de 1948, Trémoulet precisaba que para hacer propaganda sobre España "ciertos elementos marxistas del Quay D'Orsay...

ampararían al grupo socialo-comunista que procura apoderarse de Radio Andorra, y gracias al cuál dispondrían de nuevo medio contra España, mucho más eficaz que Toulouse Pyrennées." (4)

Conviene señalar que el 10 de febrero de 1948, Francia ordenó la reapertura de la frontera con España, entrándose en periodo de normalización de las relaciones que tendría también su reflejo en las relaciones de ambos países con Andorra.

J. S. Erice solicitó del obispo el 25 de febrero "lo que hasta el presente hubiera sobre Radio Andorra, con respecto a la comunicación de 7 de enero", y el Obispo le contestó, el 3 de marzo manifestándose que "no se ha recibido réplica alguna de parte de la Veguería

francesa a nuestra comunicación de 7 de enero sobre Radio Andorra. Únicamente pudo nuestro Veguer advertir al entregarla a su colega, la contrariedad que nuestra respuesta le producía."

Los dos Vegueres celebraron una entrevista el 15 de marzo para intentar confrontar y acercar las posiciones, pero insistieron en reiterar los argumentos bien conocidos. El Veguer francés se negó a tomar en consideración la solicitud del episcopal de pedir una onda (frecuencia) para Andorra, ante la conferencia de Bruselas, porque, a su juicio, prejuzgaría todo el asunto.

La insistencia del Veguer francés, obedecía a que el grupo Michelson había recibido la indicación de la Radiodifusión de ejercer una presión mayor sobre la Mitra. Según Trémoulet la razón era que aumentaba la oposición de los grupos de derechas ante las actuaciones de la Radiodifusión francesa, en manos izquierdistas, y porque la situación política podía cambiar, facilitando el ascenso al poder de De Gaulle con eliminación de los socialistas y comunistas. Ante este panorama lo más aconsejable era esperar, y tratar de dilatar la decisión.

Trémoulet, quizás orientado por Serrano Suñer, escogió al Subsecretario de la Presidencia del Gobierno, D. Luis Carrero Blanco, como destinatario de unos periódicos informes sobre la situación. (5) A pesar de que el Subsecretario señalaba que el memorandum era "anónimo", el Ministro de Asuntos Exteriores ordenaba al Director General de Política Exterior que: "en uno de los próximos despachos, dé cuenta al propio Sr. Ministro y le prepare la correspondiente carta de contestación". Se le daba pues una importancia muy especial, y lejana de la que merece en principio un anónimo.

Conociendo las opiniones de Carrero Blanco, el anónimo (?) comunicante acusaba como causante de todos sus males a "el judío Michelson, alias Gurly" que actuaba "en nombre de su grupo socialo-comunista." En su acción estaban apoyados por "algunos periódicos socialo-comunistas". En muchas ocasiones acompañarían con fotocopias de los artículos en que aparecían sus denuncias.

Para conocer la respuesta a la oferta francesa, de nuevo el 10 de abril, Mr. Bertrand se reunió en la Seo con el Delegado Permanente de la Mitra, Mr. Fornesa y el Veguer episcopal, Sansa. El mismo día el Veguer francés envió una comunicación al Ministère des Affaires Etrangères, y a través de ella conocemos lo tratado.

El Veguer francés se esforzó en señalar las irregularidades de la emisora y muy especialmente: "a).- evasión répétée vers l'Espagne

sous prétexte de la réparation ou autres, du matériel appartenant aux domaines français.

b).- Usage, en contravention des règlements internationaux, de longueurs d'ondes attribuées à d'autres stations.

c).- Frustration de la société des Auteurs et Compositeurs."

Mr. Fornesa reiteró su idea de que el intercambio de cartas de 1938, era equivalente a la firma del "cahier des charges". Su postura molestó al Veguer francés quien le indicó "qu'il n'entrait pas dans

mes intentions de reprendre la discussion étant donné que pendant 6 mois, alors qu'il avait été chargé par l'Evêque de poursuivre l'étude de l'affaire, il n'avait pas cru devoir une seule fois me demander des éclaircissements ou consulter le dossier que dès le début des négociations j'avais mis à sa disposition... La réaction a été toute autre que celle que je prévoyais. Le Dr. Fornesa m'assure de son amitié et a ajouté qu'il serait désolé que je le quitte en emportant l'impression qu'il n'avait pas aperçue les efforts de conciliation, cependant il ne pouvait prendre aucune décision avant le retour de l'Evêque vers le 25 mai."

Se aceptó por parte de los representantes del Obispo que no podía retrasarse la notificación oficial a la decisión del gobierno francés. El Veguer francés señalaba: "Je voulais éviter d'avoir a agir unilatéralement. J'ai sur ce point, obtenu satisfaction."

Entre ambos acordaron no mezclar al Consell General en la negociación "pour ne pas donner à cette asssemblée (qui a déjà une tendance

trop marqué à déborder du cadre de ses attributions normales) l'impression que les Co-princes en désaccord, s'en remettaient en quelque sorte à son arbitrage ce qui ne manquerait pas de porter atteinte à leur prestige." (Los representantes de la Mitra suscitaron una nueva cuestión): "Mr. Sansa m'a alors demandé s'il serait pas possible à la Délégation française de faire attribuer par la conférence de Copenhague une fréquence pour Andorra. Celle-ci ne devait pas d'ailleurs être utilisée par la station actuelle mais réservé a une station andorrane à créer. La Mitra ne conteste donc plus que l'autorité française (Co-prince d'Andorra) est seule habilité à intervenir sur le plan international au nom des deux Co-princes.

C'est là un nouveau point acquis.

...je lui ai fait remarquer qu'il ne me semblait pas possible de faire attribuer une fréquence à un poste inexistant."

Al parecer el Conseil des Ministres aprobó el 22 de abril de 1948, que se procediese a interferir Radio Andorra (6). Pierre Abelin, ministro de la Información en aquel momento, lo justificaría alegando protestas internacionales, que como se verá sí existieron, pero no justificaban esta medida provocada por razones internas francesas: "On nous

jugeit responsables de poste de Radio Andorre, pour le motif que le Président de la République était, en sa qualité de Co-prince d'Andorre, cotuteur de ce poste. Nous avons donc décidé, parce que Radio Andorre ne respectait pas les conventions internationales et troublait les émissions d'autres pays, de brouiller ses propres émissions. Il s'agissait là d'un acte de gouvernement et non pas, je le répète, d'avantager telle ou telle société." (7)

Otros testimonios explicarían que las interferencias respondían sobre todo a problemas internos franceses: "le dépit français de ne pouvoir contrôler cette station qui subissait aussi les contrecoups de la Libération dans le sud de la France." (8)

El Ministre des Affaires Etrangères transmittía a los servicios del President du Conseil (Radiodiffusion Française) la orden dada por el Copríncipe francés de iniciar las interferencias de las emisiones de Radio Andorra: "j'ai invité notre Consul Général (sic) à me faire

connaître la réaction des autorités andorranes, en présence de cette notification. Pour le cas où celle-ci ne serait pas de nature à amener le retrait de la concession pour le Coprince Episcopal, et où, de ce fait, la station continuerait à fonctionner avec la concessionnaire actuel, je vous serais obligé de bien vouloir appliquer, à partir du 2 mai prochain, les mesures de brouillage des émissions de Radio-Andorre, envisagées entre nos services, pour le cas où les autorités andorranes ne prendaient pas, sur leur territoire, les mesures d'exécution nécessitées par la décision française qui a pour effet de rendre illegal le fonctionnement du poste de Radio-Andorre." (9)

El 4 de mayo dieron comienzo las interferencias. (10)

LA REVOCACION DE LA CONCESION POR EL COPRINCIPE FRANCÉS

El Veguer de Francia envió el 27 de abril, a D^a Dolores Vila de Puiggrós una carta en la que anunciaba "que Son Excellence le Président

de la République, Co-prince français, considérant irrégulière la concession accordée à M. Bonaventure Vila Ribes- s'oppose à sa ratification et retire l'autorisation précaire, révocable et donnée sous condition en novembre 1938."

En cuanto Trémoulet conoció las nuevas presiones del Veguer francés ante los servicios del Copríncipe Obispo, para entablar negociaciones y la revocación de la concesión comunicada a D^a Dolores Vila, hizo llegar una nota a D. Luis Carrero Blanco. En ella se negaba cupiesen otras negociaciones que sobre el "cahier.des.charges". En primer lugar porque habiendo dado conjuntamente su conformidad para la ratificación de la concesión, los dos Copríncipes, no caben sobre este punto negociaciones. Tampoco podía existir sobre la intención del Copríncipe francés de volver sobre su ratificación personal en tanto que el Copríncipe episcopal no estuviese también dispuesto a revocar su ratificación, puesto que no podía ser un acto unilateral según la tradición andorrana.

Se negaba que pudiese tratarse de la revocación de una autorización precaria y renovable, trasposición de la fórmula empleada por la administración francesa para autorizar las emisoras privadas. La doctrina legal francesa exigía para la anulación, que la administración probase "que la emisora en cuestión ha perjudicado con sus emisiones el interés público". Y es evidente que en la actuación de Radio Andorra no existía base para esta acusación.

Se indicaba que el "Copríncipe español, confirmando su intención

inmutable de mantener su "statu quo", es decir la situación creada por el acuerdo mismo de los dos Copríncipes hasta que una nueva decisión tomada conjuntamente se establezca para modificar el contenido de dicho acuerdo, permanecerá en la más estricta legalidad andorrana."

Reiteraba sus críticas a los social-comunistas, y en un párrafo pensado para impresionar los sentimientos del Subsecretario de la Presidencia del Gobierno concluía: "En función de los servicios que dicha emisora

puede prestar no solamente a nuestro país, sino también a la del mundo y en la difusión de una moral cristiana cada día más preciosa, es necesario tomar medidas que pondrán fin a competencias estériles y que harán de "Radio Andorra", lo que en realidad debe ser: UNA EMISORA CON INFLUENCIA EMINENTEMENTE MORALISTA EN UN AMBIENTE DE HISPANIDAD RADIANTE."

El Ministerio de Asuntos Exteriores urgía información al Obispo, ya que les llegaban rumores de que por parte francesa se iba a recrudecer la campaña de interferencia de Radio Andorra, e incluso a la anulación de la concesión actual en perjuicio de los intereses españoles.

El 13 de mayo de 1948, por quinta vez, se presentó el proceso contra los dirigentes de Radio Andorra ante el tribunal de Toulouse. El tribunal acordó abrir una nueva encuesta y aplazar el juicio. Según Trémoulet el tribunal no intervenía, porque a) si la decisión fuese favorable a Radio Andorra, el tribunal se hallaría en oposición con la "resistencia social-comunista" y ciertas administraciones francesas como la Radiodifusión francesa, y b) si la decisión fuese contra Radio Andorra "sería tal negación de justicia, que los jueces no se atreven a tomar semejante determinación". Según ellos, para redoblar la presión contribuía la decisión del Congreso de la S.F.I.O. de finales de abril que recomendó luchar por todos los medios contra el régimen franquista. (11)

Prosiguiendo con la escalada de medidas, desde el 15 de mayo, las emisiones fueron interferidas sistemáticamente. (12) Las de onda media, en 426 mts. desde Burdeos-Nerac, y las de onda corta, desde una emisora controlada en Yssy les Moulineaux, cerca de París.

Trémoulet creía (13) que tal decisión era consecuencia de las amenazas proferidas por el Veguer francés a finales de diciembre de 1947, ya que la interferencia se iniciaba dos días después de la decisión del Tribunal de Toulouse que posponía el juicio contra él; y acusaba al Veguer francés de hacer una campaña entre los notables andorranos complacientes que abdicarían ante la administración francesa, y ésta a su vez las cedería a Radio Andorra para que desde ella se emitiese "propaganda política de extrema izquierda.

Trémoulet, seguramente harto de los procesos abiertos contra él en Francia y de las presiones, concibió la idea de dismantelar la emisora de Radio Andorra, y trasladarla a San Sebastián. en un memorandum fechado el "18 de mayo de 1948, a las 21 h." especificaba los aspectos técnicos, nuevo emplazamiento, riesgos jurídicos de la operación, y aspectos comerciales y financieros de la misma.

En cuanto a los aspectos técnicos, R. Andorra poseía en aquel momento dos emisoras de onda media de 60 KW y otra de onda corta de 25 KW, así como gran cantidad de repuestos y materiales de reserva sin montar. "Todas las instalaciones... pueden desmontarse y transportarlo

(incluyendo antenas y pilas tras de 125 mts.), sin ninguna dificultad... El personal preciso se encuentra en las emisoras, y para el traslado habrá que proporcionar unos 15 ó 20 camiones pesados (algunos de 10 toneladas para las piezas más pesadas) y mozos para cargar.

Se calcula que se tardaría unos cuatro días en evacuar y en total un mes, como máximo, para que las emisoras estén nuevamente en marcha en su nuevo emplazamiento."

El nuevo emplazamiento, sería una finca en el Monte Ulla, en San Sebastián, en la que existen ya los edificios precisos. La elección del nuevo emplazamiento "no obedece, tan sólo, desde el punto de vista

comercial de la empresa, a la necesidad de tener una colocación geográfica vecina con los otros países de Europa, pero también -desde el punto de vista del interés español- a equilibrar, en cierto modo, la política de desbordamiento de las ondas francesas sobre el territorio español... especialmente... las tres nuevas emisoras francesas fronterizas (Biarritz-Pau-Perpignan) que han sido instaladas a partir de 1945."

Las cuestiones legales, no ofrecían problemas por parte de la propiedad, al estar de acuerdo la concesionaria D^a Dolores Vila de Puiggrós. Sus títulos acababan de ser reconocidos por el gobierno francés al aceptar este que en caso de anularse la concesión de Radio Andorra sería preciso indemnizarla. Sin embargo una de las cláusulas de la concesión preveía que al finalizar ésta "La emisora terrenos y edificios pasaran a ser propiedad del Consejo de los Valles". Se argumentaba que quedaban aún 51 años del término de la concesión, y que en caso de anulación por parte de los Copríncipes: "esta cae de por sí con todas sus cláusulas, y la legítima e indiscutible dueña de la emisora recoge sus cosas y se va a otra parte". No se creía, por otra parte que se produjera ningún golpe de fuerza de la gendarmería francesa para oponerse.

La argumentación de Trémoulet, en los aspectos comercial y financiero, se basaba en la afirmación de que: "su objetivo es ante todo

no permitir jamás que caiga la emisora en manos de los izquierdistas franceses, los cuales la pondrían inmediatamente al servicio de los rojos españoles. El interés español y el de M. Trémoulet coinciden perfectamente sobre este punto." ¿Qué fórmula de capital

podía utilizarse?. Debería constituirse una sociedad española, que actuase según las leyes españolas. Trémoulet aportaba las emisoras, que valoraron en unos 25 millones de pesetas, y el terreno del Monte Ulla. El resto del capital "lo aportará el grupo español para cubrir los gastos de mudanza... M. Trémoulet considera que él debe dejar al gobierno la

la determinación de decidir quién será el grupo español. Tal vez crea oportuno el gobierno que esta participación tenga un carácter estatal o semiestatal (como podría ser, por ejemplo, una participación tomada por el Instituto Nacional de Industria). Si el gobierno prefiriese mantenerse completamente al margen de la operación, se podría recurrir al capital privado." Trémoulet añadía que exigía,

1º que se le garantizase que durante los 30 primeros años no se permitirá la instalación de una nueva emisora en lugar de la que él evacuaba; y 2º que la emisora transportada a San Sebastián, aunque incluida en la red española, no perdería su estatuto de emisora privada. Según él al mantener su carácter de emisora privada, no perdería "su clientela

de publicidad comercial, no sólo de España, sino también en los demás países europeos donde se oye perfectamente la emisora (Francia, Suiza, Bélgica, Holanda...) Esto, naturalmente, es fundamental, porque se sabe que las emisoras privadas siempre han vivido de esta clase de ingresos."

(Concluía con un ofrecimiento global): "Aparte de eso, M. Trémoulet,

no pide nada y está dispuesto a arreglar las cosas en la forma que aparezca más deseable, conveniente y oportuna al gobierno español."

El Veguer episcopal señalaba que la postura de la Mitra ante la revocación de la concesión, comunicada a la Sra. Vila, por el Copríncipe francés: "La Mitra no ha contestado todavía. Su posición probablemente habrá de ser la siguiente:

Primero: En interés de la armonía entre los Copríncipes, y sin prejuzgar la cuestión, proponer que cese "sine die" el funcionamiento de la estación.

Segundo: que si después de un exámen detallado de la cuestión, aparece que realmente no existió concesión (Nótese entre paréntesis que la ratificación en forma de Decreto no existe en realidad), se podrá examinar el otorgamiento de nueva concesión, en cuyo caso habrían de quedar representados los intereses andorranos, españoles y franceses, bajo, naturalmente, el control de los Copríncipes."

Alarmado por el cariz que tomaban los acontecimientos Martín Artajo ordenó se preparara una nota para poder dar cuenta en el Consejo de Ministros del 4 de junio de 1948. La nota, fechada el día anterior recordaba los antecedentes del asunto, y la política que se trazó en la reunión del Obispo y el Ministro de Asuntos Exteriores acompañados de sus colaboradores el 17 de diciembre de 1947. Como razones del interés en Francia se señalaba que Radio Andorra "es una estación de

gran influencia en los auditores europeos y, además, en los últimos tiempos esa emisora ha tenido una actuación netamente favorable a España, e indiferente, por lo menos, con respecto a Francia."

Sobre la nota del Veguer francés a D^a Dolores Vila el redactor decía: que la "decisión unilateral del Copríncipe francés es ilícita,

pues todo lo relativo a Radio Andorra debe ser decidido por acuerdo de los dos Copríncipes" añadiendo que al existir sólo en Andorra gendarmes franceses se cernía el peligro de que "lo ocupen

"manu militari", aduciendo, por ejemplo, que ha desobedecido la decisión del Presidente de la República francesa y que sigue funcionando."

El cese de las emisiones que parecía proponer el Veguer del Obispo en su nota del 16 de mayo -conocida en Madrid el 1 de junio- aconsejó que el día 2 de junio, se celebrase una reunión del Director de Europa, el Gobernador Civil de Lérida, D. José Carrera y el Director General de Radiodifusión, Guijarro. En esta reunión se llegó al siguiente planteamiento:

- a) La decisión del Copríncipe francés parece ilícita.
- b) Existe un marcadísimo peligro de un embargo efectuado por medio de los gendarmes franceses en Andorra.
- c) "el que cese el funcionamiento de la estación, como parece ser la opinión del Señor Obispo, equivale prácticamente a dar satisfacción inicial a los franceses."
- d) Si la estación deja de funcionar y continúa el material en Andorra (que el Director General de Radiodifusión tasa en unos ocho a diez millones de pesetas), hay dos peligros: que disminuyan los oyentes; otro, que Trémoulet venda la emisora a las autoridades francesas, pudiendo ser instrumento de propaganda subversiva audible en España.
- e) que en Andorra no exista estación de radio alguna no es peligroso para España "pero sí lo es en alto grado el que Radio Andorra pudiese caer bajo control de elementos contrarios."

Por todo ello, los reunidos efectuaban la siguiente propuesta, en principio:

1.- como existe la aquiescencia de Trémoulet y de una serie de elementos españoles dispuestos a constituir una sociedad de explotación de la futura radio "se efectúe con la máxima urgencia la traída a territorio español de todo aquel material de Radio Andorra, que en un plazo lo más breve posible -aunque nunca podrá ser inferior a meses, según dice el señor Guijarro- permita montar en España una emisora de la misma potencia que Radio Andorra."

(Suponían los reunidos que los franceses no instalarían una nueva radio, ya que según ellos sólo estaban interesados en comprar a bajo precio los materiales de Radio Andorra.)

2.- "Que una vez esté a salvo el material de Radio Andorra, si el Señor Ministro de Industria y Comercio concede la oportuna licencia de importación, que por la Subsecretaría de Educación Popular se inicie rápidamente el expediente para autorizar el funcionamiento de la nueva Estación."

3.- "Que mientras todo ello se tramita, el Señor Obispo de Seo de Urgel, Copríncipe de Andorra, proteste enérgicamente ante el Veguer francés por la decisión unilateral del Presidente de la República Francesa; y si se consigue que se reestablezca la concesión y se formule el pliego de concesiones de funcionamiento (Cahier des Charges) tal vez pudieran volver a enviarse a Andorra los elementos que de allí se retiraran, para seguir utilizando aquellos otros de tipo eléctrico, difícilmente desmontables."

4.- Que se retiren los gendarmes substituyéndolos por policía andorrana. El mismo día el Obispo reiteraba al Ministro de Asuntos Exteriores que "no hay preocupación, de momento, con respecto a Radio Andorra y que si se presentase algún motivo de alarma, tendría el conocimiento en el acto y lo comunicaría al gobierno." (14)

Igual sentimiento transmitía el Gobernador Civil al Ministro de Gobernación, Blas Paz González, diciéndole que "no hay motivo de

alarma. El asunto está en manos del R.S. Obispo, que aparte de su gran españolismo, tiene dotes excepcionales de gran diplomático." (15)

Y también el mismo día el Ministro de Asuntos Exteriores escribía al Sr. Obispo (16) dándole a conocer su opinión, notificándole que tomaba

"nota de que la opinión de V.E.R. es que la comunicación unilateral del Copríncipe francés no presenta la gravedad que este Ministerio le atribuyera."

(Martín Artajo opinaba que)

1º.- Creo que cabe reclame V.E.R. ante el Veguer francés por el contenido de la comunicación de 27 de abril pasado..., ya que estimo irregular e ilícito que unilateralmente, el Presidente de la República Francesa, Copríncipe de Andorra, retire la autorización de funcionamiento de Radio Andorra.

2º.- Manteniéndose el funcionamiento de dicha emisora pueden proseguir las negociaciones entre V.E.R. y la parte francesa en lo que respecta a la normalización de la situación legal de Radio Andorra; es decir, el que prontamente se ultime el pliego de condiciones (Cahier des Charges) para que se elimine cualquier punto de discusión sobre este asunto."

Se extendía igualmente en consideraciones sobre cómo debería actuarse al crear la policía andorrana.

Como puede observarse el Ministro, Martín Artajo, rechazaba la idea del cierre de la emisora, que propugnaban tanto el Obispo como sus propios consejeros, y con mayor razón la idea de Trémoulet de proceder a desmontar y trasladar las instalaciones de Andorra.

NUEVAS PRESIONES FRANCESAS

El Delegado Permanente de la Mitra, en comunicación al Ministerio de Asuntos Exteriores, fechada a 23 de junio de 1948, explicaba la situación a partir de la nota del Veguer francés de 27 de abril. Calificaba la gestión del Veguer francés "como una tentativa más para salir del

"punto muerto" en que el asunto había quedado al no aceptar La Mitra la pretensión francesa de atribuir a la concesión el carácter "provisional" que tuvo en su origen." (las emisiones) "dentro de Andorra, igual!. Sufren, en cambio, sus emisiones determinadas interferencias..., contingencia que al anunciarse como

probable, a los dirigentes de Radio Andorra, no pareció inquietarles." El Veguer francés había adoptado a partir de la nota una táctica de silencio sobre la cuestión, que hacía, preguntarse a los colaboradores del Obispo, si tras el mismo "confía reemplazar por medio del contrato particular

con la concesionaria, el grupo francés Trémoulet por otro de igual nacionalidad?... Así las cosas, no es previsible que el Copríncipe francés se avenga a firmar pliego alguno de condiciones de una concesión que él se niega a reconocer."

Por el Ministerio de Asuntos Exteriores, J. Erice comunicaba al Obispo que "si bien entiendo dicha nota, el asunto seguiría, por ahora, igual que hasta el presente". Pero no era esta la opinión de Trémoulet, que volvía a informar a Carrero Blanco, que el Veguer francés creaba un estado de opinión, fundamentalmente a través de los gendarmes, que facilitase "la toma de posesión de Radio, y el acaparamiento de

la red telefónica andorrana, al sólo provecho de la Administración francesa."

Un nuevo incidente se produciría el 21 de junio de 1948, cuando las autoridades francesas del Pas de la Casa impidieron el regreso al territorio andorrano del ingeniero de la emisora, su esposa y el director, quienes, residentes en Andorra, había pasado a Francia para una estancia de 24 horas. El personal de Radio Andorra tuvo que pasar por España para entrar en Francia hasta mayo de 1949 (17). Trémoulet envió urgentemente a D. José Jara Peralta, a hacerse cargo de la dirección de la emisora. Jara había ya dirigido la emisora en 1946, después del intento de secuestro de Laffont. A principios de septiembre, de vuelta a Madrid, redactó un largo informe sobre la situación de Radio Andorra.

Fundamentalmente insistía en él en la hostilidad del Veguer francés con respecto a Radio Andorra, y muy especialmente contra D^a Dolores Vila y D. Estanislao Puiggrós. Culpaba a los gendarmes franceses de una propaganda de "supuestas teorías democráticas, pero que son en realidad

marxistas y pro-soviéticas... Esta presencia de los gendarmes franceses, en la mayoría adscritos a los partidos social-comunistas

crea un foco de agitación "republicana extremista" en todo Andorra". (Y llegaba a afirmar que el mantenimiento de los gendarmes era deseado por las autoridades francesas) "con el fin de cambiar poco a poco la neutralidad andorrana e introducir en el país los principios de socialización y de marxismo tan queridas de los socialistas y comunistas."

Se extendía en explicar los lugares comunes sobre el Veguer francés, Bertrand, a quién suponía filo-comunista, y sobre Challier, empleado de la Radiodiffusion Française "procedente de Montpellier y de Toulouse,

donde debió establecer contactos frecuentes y muy estrechos con los elementos rojos extremistas de dichas regiones", pero de quien reconocía que tenía por cometido informar al Veguer sobre cuestiones técnicas en las conversaciones técnicas sostenidas con el Sr. Obispo, para llegar a apoderarse de "Radio-Andorra". Resumía los acontecimientos de los últimos meses; ofrecimientos del Veguer francés al Obispo, dificultades a la entrada de discos publicitarios, interferencias... Según él "el Veguer francés busca el medio de impresionar al pueblo y dirigirle

contra "Radio Andorra", pero este ha comprendido las maniobras del Veguer, y no parecen seguirle más que algunos elementos jóvenes que se dejan impresionar por la propaganda realizada cada día por los gendarmes y si continúa podría cambiar la fisonomía social y política de Andorra."

(Sobre los propietarios de Radio Andorra afirmaba que) "son personas

de derecha que aprecian mucho a España, lo que creó para ellos la hostilidad de las autoridades francesas."

(Insistía en culpar a los socialistas franceses de ser los mayores opositores de Radio Andorra que) "en 1937, Vicent Auriol, entonces diputado de Toulouse, fue a Andorra buscando los medios de detener la construcción de esta emisora, temiendo que pudiera un día servir a la causa de Franco y de España". (Acusaba igualmente a Auriol y Blumm de tener

relaciones y compromisos con exiliados españoles. Por contra remarcaba que los concesionarios) "son adversarios decididos de toda política de izquierda y han probado su conformidad al Régimen...; han rechazado igualmente la utilización de la emisora durante algunas horas para una propaganda contra España en el momento de los ataques de la O.N.U."

(Recomendaba a guisa de conclusión): "Por tanto, es esencial que el Copríncipe español se oponga a todas las combinaciones ambigüas presentadas hipócritamente por los franceses, que buscan el medio de burlar la buena fe del Sr. Obispo, para apoderarse de la emisora." Y que se forzase la marcha de Andorra, de los gendarmes franceses.

Y como ejemplo del espíritu mezquino y la animosidad del Veguer contra la Sra. Vila, explicaba que el 13 de julio los gendarmes se presentaron a las 22 h. en casa de su madre para exigirle que apartase unas grandes piedras depositadas en la proximidad de la puerta de su casa. La Sra. Vila, alarmada, declinó avisar a aquella hora a un albañil, y la gendarmería fue a avisarle, siendo rechazada su solicitud por el albañil. A las 5 de la mañana el Veguer hizo ir otro albañil a la casa, "De tales procederres respecto a una dama de edad, sola en su casa, huelga todo comentario y estigmatizan a los que los emplean."

El informe fue remitido oficialmente al Gobernador Civil de Lérida para su comentario, quién se mostró conforme con todos los extremos en él expresados. El Gobernador aprovechaba para reiterar que él y el Obispo "se hallan plenamente identificados y actuaran de pleno acuerdo

cuando las circunstancias así lo demanden, por conocer con detalle, todos los movimientos del Veguer, quedando por puntualizar la posición del Sr. Trémoulet".

De él se afirmaba había sido protegido por Laval y Chautemps lo que perjudicó a la Liberación, y que por haber sido amigo del Sr. Quillet, presidente del Consejo des Ministres en aquel momento, habían remitido un tanto las interferencias y oposiciones a Radio Andorra.

De Trémoulet se desconfiaba, caso de producirse un golpe de estado en favor de De Gaulle, " si seguiría con sus buenos oficios en favor de España o por el contrario llegaría a crear alguna situación."

Un nuevo ataque al funcionamiento de Radio Andorra, se produjo al impedir la aduana francesa de l'Hospitalet, el despacho de los discos de publicidad destinados a ella. En aquellos años los anunciantes hacía una grabación en un disco en estudios especializados, y estos discos eran remitidos a la emisora. La "Société de Gerance et de Publicité" (S.G.P.) enviaba estos discos garantizados por la oportuna autorización o "engagement de change". A finales de junio se declaró caducada la autorización, que pudo renovarse por unos días. Pero a partir del 26 de julio de 1948 fue ordenada la caducidad del permiso por el departamento de Finances Extérieures francés. Para burlar la prohibición, los discos tuvieron que ser remitidos vía Ginebra, Bruselas, o entregados al personal de la línea aérea París-Barcelona. (18)

El Ministre des Affaires Etrangères, reclamaba del Ministre des Finances, el 5 de julio de 1948: "J'insiste, de la manière la plus vive, pour qu'à compter du 1^{er} juillet, les mesures de blocage des fonds, destinés au paiement des frais de publicité de Radio-Andorre, et les mesures de blocage total de tous les disques et matériel radiophoniques, destinés à l'Andorre, soient strictement appliquées." (19)

La S.G.P., como exclusivista de la publicidad de Radio Andorra cobraba los importes de la misma y los enviaba a Andorra. Desde el mes de enero el Ministère des Finances había adoptado medidas de bloqueo de las transferencias, que se redoblaron al aumentar la presión. Al producirse las interferencias, numerosos anunciantes rescindieron sus órdenes de publicidad.

El Veguer francés solicitó ser recibido por el Obispo, a quien expuso el 22 de julio de 1948 minuciosamente la conocida postura francesa. en la comunicación que la Mitra hizo al Ministerio de Asuntos Exteriores

español (fechado el 26 de julio) se puntualizaba que para determinar la posición de la Mitra ésta "hará estudiar por un jurista toda la documentación, y según fuese el dictámen, será su posición". La Mitra avanzó en su contestación que se reservaba el derecho de conceder la mitad de las acciones de la futura concesionaria a capital español, "y las

garantías precisas, no sólo de moralidad y ortodoxia en las emisiones, sino también de que no habrá en ellas nada que pueda ser objeto de molestia para nación alguna, y menos para España... A todo dice avenirse el Veguer francés, con tal que no sea el actual concesionario, detrás de quien siguen viendo a Mr. Trémoulet... (concluía rogando al) Excmo. Sr. Ministro de Asuntos Exteriores se digne designar al "jurista" que más confianza le merezca para estudiar en la Seo toda la documentación...".

Martín Artajo, le contestó desde San Sebastián sugiriéndole los nombres de los abogados Trías de Bes y Condominas, y recomendando que se pusieran en contacto previo con su Ministerio. El Obispo decidió encargar el informe a D. José M^a Trías de Bes. (20)

Alertados y movilizados por Trémoulet, un grupo de diputados encabezados por Baylet, presentaron en la Chambre des Députes el 7 de septiembre de 1948, una moción para que cesasen las presiones sobre Radio Andorra y se iniciasen conversaciones para modificar la concesión. (21) En el curso de la discusión Mitterand, de nuevo Secretario de Estado responsable de la Información, aceptó poner fin a las interferencias.

En una de sus acostumbradas notas remitidas por la vía de Carrero Blanco a Asuntos Exteriores, Trémoulet informaba que ni tan sólo el 24 de septiembre habían parado las interferencias a Radio Andorra. Se daba el caso que aquel día por hacer huelga el personal de la Radiodiffusion francesa, no pudo oírse el discurso a la nación del Presidente del Consejo. "En consecuencia, había huelga para impedir el discurso

del Jefe del Gobierno francés, pero no la había para interferir "Radio Andorra" y hacer el sabotaje de su explotación."

Trémoulet, que contaba con informadores en los ministerios franceses, supo que se había celebrado una reunión en la que se estudió con detalle, un plan para lograr disminuir la potencia de Radio Andorra a base de reducir el voltaje que la FHASA le proporcionaba. Este plan se proponían anunciárselo al propio D. Miguel Mateu que se hallaba en París negociando las condiciones de venta de parte de la electricidad que producía la FHASA a Francia. Inmediatamente hizo llegar un memorándum explicándolo al ministerio de Asuntos Exteriores. Y el Ministro telegrafió al embajador en París, un mensaje cifrado, que debía descifrar él personalmente, en el que le ponía en antecedentes y le urgía: "Ruego prevenir

inmediatamente señor Mateu haciéndole presente interés continúe funcionando Radio Andorra en mismas condiciones actualidad." (22)

El matrimonio Puiggrós-Vila solicitó ser recibido en el Ministerio de Asuntos Exteriores, para poder analizar conjuntamente la situación.

El gobierno francés cediendo a la presión de personalidades y parlamentarios moderados o de derecha, y a pesar de las resistencias sindicales y de la SFIO, dio orden el 30 de septiembre de cesar las interferencias. Razón de peso era el debate y la moción de 7 de septiembre y la insinuación de que se iba a producir una interpelación en la Chambre des Députés sobre la cuestión.

Trémoulet creía en el partido socialista francés, así como todos los elementos de izquierda, a la vista de la evolución de la política europea, habían decidido aumentar sus acciones contra Radio Andorra

"para utilizarla como instrumento de propaganda sobre España y favorecer de este modo su política de socialización."

(Y acusaba al Copríncipe episcopal de que) "su situación es más delicada día a día, entre negociaciones persuasivas que buscan la manera de sorprender su buena fe, y la mejor salvaguardia que puede serle sugerida, serían con toda seguridad la ruptura definitiva de semejantes negociaciones, en las cuáles nuestro país arriesga mucho, sin tener nada que ganar." (23)

Las reflexiones de Trémoulet eran cada vez más ideologizadas: dos días más tarde concluía otra nota: "mostrándose insensible a las

amenazas, a las promesas de dinero, a los ataques a "Radio Andorra" no defendía solamente sus intereses privados, motivo harto justificado, pero sí principalmente la causa de todos los que luchan por la ideología cristiana, contra el socialismo y el comunismo."

Se celebró una reunión en París, a principios de octubre de 1948, y asistieron Jacques Meyer, Sr. Frenay, ex Ministro de prisioneros y director de Radio Tánger, Bousquet, director administrativo en el ministerio des Affaires Etrangères, y el Sr. Michelson.

Trémoulet decía: "la presencia del Sr. Michelson ha permitido de esclarecer definitivamente todo este asunto y de conocer los intereses que estaban en causa". Y recordaba que Michelson tenía reconocido el derecho al 90% de los beneficios de Radio Tánger. Como que esta emisora había sido confiada a Frenay, Meyer y los otros responsables habían decidido "ampararse de Radio Andorra para confiar su explotación

y su publicidad al Sr. Michelson a condición de que éste abandone sus derechos sobre la emisora Radio Tánger"... (están en la necesidad de) "obtener una decisión antes del 10 de noviembre ante el temor que un cambio ministerial que intervendrá, ya en un sentido o en otro, prive a todos estos interesados de poder continuar estas maniobras." (24)

Estas gestiones recordaban demasiado las que se habían planeado en octubre de 1946.

Un nuevo memorándum de Trémoulet (25) informaba a Carrero y a Martín Artajo, de que el 18 de octubre, un francés llamado Leclerc, y que decía ser enviado personalmente por la Presidencia del Consejo francés, se presentó en "Radio Andorra" y pidió una entrevista con Puiggrós, le aseguró estar encargado de buscar un acuerdo y le preguntó qué indemnización desearía recibir por la renuncia a la concesión.

Puiggrós no aceptó ir más allá en la conversación y le despidió. Curiosamente días más tarde, el Alto Estado Mayor informaba a Erice en términos literalmente idénticos a los del memorándum, lo que pone de relieve la utilidad de la labor de intoxicación que desarrollaba Trémoulet.

El Ministerio español de Asuntos Exteriores estaba alarmado por la falta de fuerzas de orden público al servicio del Obispo. J.S. Erice, urgía el 24 de octubre de 1948 al Obispo a exigir la salida de los gendarmes o bien la entrada inmediata de la Guardia Civil "ya que como sabe

V.E.R. cada vez es mayor la ofensiva y cada vez más decidido y claro el propósito del gobierno francés de apropiarse por cualquier medio de la referida emisora y al mismo tiempo conoce V.E.R el extraordinario interés que para España tiene el mantener incólumes sus derechos en Andorra, derechos que la falta de agentes ejecutores sometidos a V.E.R. puede perjudicar de modo grave."

LOS INFORMES DE BECERRA Y TRIAS DE BES

Para continuar las presiones el gobierno francés envió a Andorra un Ministro plenipotenciario. Martín Artajo propuso al Obispo enviar al Sr. Becerra, Director de Europa en la Dirección General de Política Exterior, con carácter de Ministro plenipotenciario (26). La misión de Becerra sería informar al Obispo personalmente de las opiniones del Ministerio de Asuntos Exteriores español, y recabar de él información. Igualmente redactaría un informe sobre la situación, celebrando las conversaciones que creyese convenientes para documentarlo.

El Obispo se congratuló de la misión de Becerra, y al aceptar la proposición de Martín Artajo le comunicó: "creo que los gendarmes

allí no constituyen un peligro para Radio Andorra, sobre cuyo asunto llevamos año y medio forcejeando con el Veguer francés;

y si hubiesen osado cometer un acto de violencia lo hubiesen hecho ya. No les salió bien anular "por sí y ante sí" unas elecciones, y no se vislumbran propósitos de reincidir. Ahora bien, el asunto está para dictámen en manos del Sr. Trías de Bes. como V.E. sabe; y a él habría de suministrar el "concesionario" cuantas pruebas tuviese de su derecho, en vez de ponderar los peligros de que pase a otras manos por un acto de violencia: cosa que se ha evitado hasta ahora y esperó se evitará en el futuro."

El gobierno francés, deliberando al completo y con conocimiento del dossier, ordenó el restablecimiento de las interferencias el 28 de noviembre. El 29 el Ministère de l'Interieur, protestó ante el de l'Information ya que Radio Andorra emitía en una longitud de onda que infería las emisiones radiotelegráficas de seguridad. (27)

De conformidad con lo dispuesto en Madrid, el Sr. D. Eduardo Becerra, se trasladó a Andorra y efectuó diversas entrevistas, redactando a su regreso a Madrid un pormenorizado informe (28). El 24 de noviembre se entrevistó en Lérida con el Gobernador Civil de Lérida y el Veguer episcopal, Sr. Sansa, que le informó de las interferencias y de las reclamaciones de "un cliente de Radio Andorra que tiene en Francia,

Radioinformaciones, y que es precisamente el cuñado del Sr. Trémoulet.

El criterio del Sr. Obispo sobre el asunto de Radio Andorra, dijo el Sr. Sansa, es mantener el statu quo y que "la pelota siga en el tejado", pues jurídicamente y con toda sinceridad la Mitra estima que habiendo caducado la concesión a precario debe defenderse por este sistema de ganar tiempo el que la Radio Andorra continúe funcionando como hasta ahora, hasta que llegue el momento en que haya de tratarse entre los dos Copríncipes la solución definitiva para la venia a una concesión normal y también definitiva... (El Veguer episcopal creía que) el punto neurálgico es el Sr. Trémoulet, quien si ahora no puede ir a Francia por ser un condenado a muerte, bien pudiera con el tiempo regresar y ocupar posición que le permitiera, como buen francés, hacer valer sus derechos de propiedad sobre Radio Andorra.

El Sr. Sansa avisó a Becerra de que los servicios secretos españoles actuaban mal y complicando la situación:

"El Sr. Obispo está quejoso de que todo el revuelo que se ha producido en relación con el asunto de Andorra es exclusivamente debido a la cantidad de elementos informadores, cuyo número hace llegar a una docena, que no tratan más que de seguir percibiendo los emolumentos que por esta función tiene, manteniendo los rumores de cosas pasadas hace mucho, en perjuicio y en contra de la realidad de la situación."

Dos días más tarde, el 27 de noviembre de 1948 se entrevistó acompañado de D. José M^a Trias de Bes con el secretario particular de D. Miguel Mateu, el Sr. Francisco Martí Marfá en su domicilio de Barcelona por hallarse éste enfermo. Martí le explicó los contactos que Bonaventura Vila tuvo con Miguel Mateu para interesarle en participar en la emisora en 1935, y las gestiones más recientes de Mateu al través de los miembros franceses de FHASA, especialmente el Presidente M. Braud para explorar la voluntad del Ministère des Affaires Extérieures. De ellos se desprendían que Francia estaría "dispuesta a admitir la constitución de una sociedad

hispano-francesa en las mismas condiciones en que está constituida la FHASA; es decir, capital por mitad, Presidente alternativamente un francés y un español y alternativamente como administrador delegado un español y un francés."

Martí explicó además sus opiniones sobre como actuaban los andorranos al enfrentar a los Copríncipes para obtener ventajas para ellos, y alguna anécdota, ya explicada, sobre las reticencias del ministro Jordana respecto a Mr. Justi Guitart.

Becerra estuvo en el Seo el día 29, y mantuvo una entrevista con el Obispo, a solas, de cerca de tres horas. En su exposición el Obispo le dijo que si Mateu intervenía era porque FHASA tenía la concesión caducada en opinión del Consell por no haber construido los saltos a los que se comprometió; los franceses habían llamado a Mateu para interesarle en la solución del asunto Radio Andorra, ofreciéndole a cambio de conseguir esta solución el solucionarles ellos los pleitos de FHASA con los andorranos.

Sobre el fondo de la cuestión: "El señor Obispo opina que, desde

luego, la concesión de Radio Andorra ha caducado jurídicamente considerado el caso, porque son muchos años los de experiencia, que en toda la documentación consta tuvo como base la concesión y que por ello él ha estimado siempre conveniente dar largas al asunto y ganar tiempo para que Radio Andorra siga funcionando y hay medio de encontrarle una solución, aunque ésta sea difícil.

Le parece bien al Señor Obispo la constitución de una sociedad hispano-francesa, pero ve la gran dificultad de desligar al señor Trémoulet de este asunto y mantenerlo es difícilísimo por la actitud del gobierno francés contra dicho señor, que ha propugnado siempre que España le defienda a capa y espada y hasta por la fuerza, pero sin aportar a la Mitra razones jurídicas en que basar esa defensa... El Sr. Obispo ve un gran peligro en que el señor Trémoulet, que es francés, al fin y al cabo, y que tiene grandes influencias hoy en Francia, pueda el día de mañana, por un cambio político en Francia, volver a su país, llegar a ocupar un puesto, que pudiera ser hasta el de Ministro, y volver entonces la oración por pasiva y como propietario de Radio Andorra reclamar para Francia lo que ahora estamos defendiendo para España, pero defendiéndolo a favor del señor Trémoulet."

El Obispo descartaba aceptar dinero a cuenta del valor de Radio Andorra.

Al día siguiente, invitados por el Veguer Sr. Sansa, Becerra se reunió a comer con el Veguer francés Mr. Bertrand, "No hubo posibilidad, ni yo le llevé al terreno de que habláramos en absoluto de Radio Andorra."

Becerra volvía, una vez más, a resumir a la intención del Ministro de Asuntos Exteriores, la cronología de la tensión con el Veguer francés, y con los servicios del gobierno francés a partir de 1944. En conclusión Becerra sostenía: "Factible lo de construir una sociedad hispanofrancesa,

(pero) no hay que olvidar que del lado francés formaría parte el Sr. Trémoulet y esto no lo aceptaría nunca el actual gobierno francés. Si, por el contrario, se constituyera la parte francesa con los elementos financieros de que siempre se ha hablado al Sr. Obispo, la SOFIRA, no hay que olvidar que estos elementos son la P.T.T. francesa y ésto de ninguna forma, ni en opinión del Señor Obispo ni del que suscribe sería conveniente para España pues quedaríamos mediatizados por el gobierno francés.

La solución tercera y a juicio del infraescrito la beneficiosa para España, sería la constitución de la sociedad hispano-francesa, pero consiguiendo aislar al señor Trémoulet. Para ello habría que saber qué participación tiene hoy el señor Puiggrós." (Tenían elementos para saber que los Puiggrós-Vila y Trémoulet) "tenían documentación privada y que él (Puiggrós) era copartícipe". (En definitiva;) "Habría

que ver la forma de aislar al Sr. Trémoulet evitación de que el día de mañana, el cambiar las cosas, pudiera ocurrir lo que el Señor Obispo teme y en este caso la influencia francesa en la sociedad no sería de la mitad, quedando la española reducida a un mínimo."

Martín Artajo, escribió de nuevo al Obispo Iglesias, el 14 de diciembre de 1948, y le comunicaba que Becerra le elevaría propuestas de solución para encontrar la salida a los diferentes problemas pendientes. En cuanto a la Radio Andorra "desearía que V.E.R. me dijera cuál habría

de ser la solución que estima debe darse en definitiva al asunto pues, desde luego, considero la más beneficiosa la constitución de una sociedad hispano-francesa con una participación de un 51% para España y un 49% para Francia. En segunda posición un 45% español y un 45% francés y un 10% que pudiera ser de la Mitra, y en último término, este 10% cabría distribuirlo a elementos andorranos de la entera confianza de V.E.R.

De todas formas, si V.E.R. estima que en las circunstancias actuales es preferible seguir manteniendo el statu quo o proponer alguna de las dos soluciones a que antes me refiero, le agradecería me informara para en el segundo de los casos, y si V.E.R. lo considera oportuno, iniciar las negociaciones."

Trías de Bes comunicó a Erice el 20 de diciembre de 1948, que se había entrevistado con D. Miguel Mateu, que le había hecho partícipe de la actuación de Trémoulet cerca de FHASA durante la guerra española. Según Trías, "este hecho mantenido en el más absoluto secreto, sólo

lo conocían hasta ahora, el Generalísimo y Mateu. Este último tiene, pues, en sus manos un arma poderosa contra dicho sujeto (Trémoulet) y bastaría una ligera insinuación -vuestro amigo tiene medios eficaces para ello- para que quedara reducido a la inacción e impotencia más completa ya que su situación sería gravísima: delincuente en España -único país de refugio para él-, y condenado a muerte en Francia."

(Le daba a conocer que Trémoulet había dicho a Martí, secretario de Mateu): "la cuestión de Radio Andorra había entrado ahora en vía muerta; no tenía logrado, es cierto, que el Copríncipe francés revocara la decisión de dar por extinguida la concesión, pero sí que había conseguido parar las cosas esperando que un posible cambio de la política francesa, con predominio del partido radical-socialista, le permitiera recobrar la influencia que antes tenía en asuntos de radio-difusión, y, como consecuencia, que Radio Andorra volviera, otra vez, a quedar virtualmente -es decir, efectivamente- en su poder."

(se hacía eco de la opinión de Mateu) de "que no debemos desperdiciar la ocasión presente: la decisión del asunto, para el futuro y en interés de España, está hoy en manos del Señor Obispo; hasta el simple decreto de la Mitra reiterando la concesión para que Trémoulet quede fuera de liza, pudiéndose, al efecto, negociar y establecer definitivamente el estatuto de Radio Andorra salvaguardando el interés de España a través de la Mitra de Urgel. En una palabra: aprovechar la situación actual provocada por el Copríncipe francés significa actuar en beneficio de España; mantener la interinidad de la concesión es hacer el juego a Trémoulet para que en su día recobre su preponderancia en perjuicio del interés español. Yo comparto totalmente este criterio.

No soy quién para señalar el modus operandi, reducida como está mi misión al aspecto jurídico del asunto; pero, insiste Mateu en que se debería tener convencido, en principio, la constitución de la Sociedad y demás acuerdos pertinentes antes de que la Mitra, oficialmente, retirara la concesión provisional."

Pedro Voltes publicaba un articulín en la Vanguardia del 30 de diciembre de 1948, en el que daba a conocer la interposición de una demanda contra la Radiodifusión francesa por ser la culpable de las interferencias. En el artículo se reflejaban las opiniones de Puiggrós. Trias de Bes escribía al Sr. Sedó, alto funcionario del Ministerio de Asuntos Exteriores, al día siguiente acompañándole el artículo y diciéndole "¿no valdría la pena evitar estas oficiosidades o, lo que es peor, artículos de encargo?."

LOS PROCESOS DE LAS.G.P.

Unos días más tarde, el 14 de enero de 1949, el embajador de España en París, Manuel Aguirre de Cárcer, notificaba al Ministro de Asuntos Exteriores que Radio Andorra presentó una reclamación judicial contra la Radiodifusión francesa por estimar que sus emisiones eran sistemáticamente interferidas por ésta. El juicio se realizó el 10 de enero ante el Tribunal correccional nº 17, representando a Radio Andorra M. Tixier Vignancourt y a la Radiodifusión francesa su director M. Vladimir Porcher asistido por M. Luis Nougueres, pero al pedir el procurador de la República que el tribunal se declarase incompetente, alegando que las penas para el caso no podían ser determinadas más que por el Tribunal de Policía, el tribunal aplazó el juicio hasta el 4 de abril de 1949. Estimaba el embajador que el abogado de la Radiodifusión reiteraría la demanda de incompetencia, teniendo en cuenta que el Presidente de la República era parte interesada en la causa.

Tría de Bes, solicitaba el 12 de enero, algunas aclaraciones al Veguer español episcopal el informe, que indicaba creía poder tener lista para consulta con Asuntos Exteriores a fines de mes.

La S.G.P. fue objeto de una inspección por la Inspection des Douanes que constató la exportación fraudulenta, puesto que era contraria a lo ordenado, de 868 discos de publicidad con destino a Andorra. Bannel culpó a un empleado recién despedido, como autor de la delación que dio pie a la inspección (29). Como testimonio de la misma se firmó un acta el día 11 de febrero de 1949. Como consecuencia se instruyó un proceso contra Bannel, y por sentencia de 5 de marzo de 1952 se concluyó

"n'y avoir lieu de suivre contre le surnommé (Bannel) des chefs d'infraction aux changes y fraude douanière."

Con mucho retraso, el 16 de abril de 1949, se redactó un nuevo informe por el inspecto Commant en el que se afirmaba que se descubrió además, la existencia de gastos sin justificantes por valor de 8.345.083 frs. En su informe, el inspecto Commant indicaba que "M. Bannel nous

a répondu qu'ayant plusieurs procès a charge pour défendre le poste Radio Andorre, il avait dû effectuer ces prélèvements pour couvrir les frais qui en résulteraient. Sur nôtre remarque qu'il aurait dû, à tout le moins, tenir compte de l'emploi de sommes aussi importants, M. Bannel nous a retorcqué que quand il avait des parlementaires et des journalistes à retribuer pour la defense de Radio-Andorre, il ne pouvait être question de tenir des comptes, et à plus forte raison de demander des reçus." (30)

Las graves acusaciones que este informe se hacían a Bannel, explican su respuesta (31). Bannel puntualizaba que "interrogé sur l'utilisation

de ces fonds (on pretendait me faire dire que je les avais exportés!), j'ai précisé que j'avais à faire face à des frais considerables pour couvrir mes divers et multiples voyages, frais de procès passés et en cours (blocage de fonds par les domaines, brouillage), imitations, frais de representation.

Cette plaquette que vous lissez (je m'en excuse) et que M. Noguères m'oblige à publier est un exemple immédiat et tangible des frais qu'entraînent la défense de Radio-Andorre et de S.G.P."

Bannel se defendía de las acusaciones de Noguères señalando lo insólito de que se poseyese una copia del informe, y aún más, que lo publicase en su libro esperando que se le exigiesen explicaciones por las autoridades "qui doivent, je suppose, apprécier comme il convient

l'inconcevable stupidité (pour ne pas parler ici de l'ignominie) d'un pareil geste!".

En segundo lugar, demostraba que el informe fue redactado dos meses después de la investigación, y en los días posteriores a la celebración del debate parlamentario de 7 de abril de 1949 que provocó el cese de las interferencias. Y se extendía en una serie de contraacusaciones sobre los contactos con la prensa y los parlamentarios.

En los primeros días del mes de febrero de 1949, el Veguer francés manifestó al episcopal, que había recibido instrucciones de sus superiores para hacer entrega a la Mitra, y simultáneamente a la Sra. Dolores Vila, de un conjunto de documentos consistentes en, a) un convenio de concesión, b) de las cláusulas y condiciones generales impuestas al concesionario, y c) del proyecto de estatutos para la nueva sociedad Radio Andorra.

El Veguer episcopal manifestó a su colega, que le parecía irregular se mandasen los documentos simultáneamente a la Mitra y a la Sra. Vila, y que la Mitra antes de resolver debía conocer la opinión del Sr. Trías de Bes sobre si la concesión era o no válida. El Veguer francés aceptó no enviar los documentos a la Sra. Vila y los remitió oficialmente a la Mitra con fecha de 3 de febrero.

El conjunto de documentos forma un texto de considerable extensión.

En el proyecto de concesión, se admite como concesionaria a la Sra. Vila, pero implícitamente puesto que no figura su nombre. Se establecía que las cuestiones que puedan surgir serán juzgadas por el Tribunal Superior de Andorra en Perpignan.

El proyecto de cláusulas y condiciones generales, es en realidad el tan repetido Cahier des Charges. Se establecen en él las características técnicas de la emisora, frecuencia, controles técnicos, impuestos, duración de la concesión, jurisdicción competente... El concesionario debería ser sustituido en un plazo de tres meses por una sociedad anónima cuyo capital será repartido en un 50 por ciento a favor de accionistas aceptados por la Mitra y el otro 50 por ciento a favor de los accionistas aceptados por el Copríncipe francés. Cada Copríncipe tendrá un uno por ciento del capital, y el Estado francés tendrá el 2 por ciento como contrapartida de la asignación de frecuencias que este efectuará de entre las que corresponden por los acuerdos internacionales.

Los consejeros se elegirán en número igual de entre las listas que formulen cada Copríncipe, pero la Presidencia deberá recaer sobre un consejero de la lista del Copríncipe francés.

El proyecto de la nueva sociedad Radio Andorra, preveía el funcionamiento de la nueva sociedad. Se fijaba un capital de 2 millones de pesetas. Se indemnizaba al concesionario con un millón de pesetas en metálico y se le atribuían 500 partes de las 600 que se crean. Los otros 100 se prorratearían entre los accionistas ordinarios. A estas partes beneficiarias (600) se les reserva el 30% de los beneficios una vez deducido un 5% para fondo de reserva y otro 5% como primer dividendo de los accionistas ordinarios.

La proposición inicial, seguramente muy favorable a Francia, pero reducible en la negociación, suponía modificaciones importantes de la concepción francesa del problema. Entre otros, reconocía finalmente que la concesión estaba viva y en favor de D^a Dolores Vila. La Mitra, sin embargo inicialmente contestó advirtiendo que había muchos puntos inaceptables y que en todo caso debía antes conocer el informe de Trías de Bes.

La Veguería francesa se quejó por el retraso de la Mitra en dar su opinión, y el 28 de febrero de 1949, informó del contenido de la carta que enviaba a la Sra. Vila y a la que acompañaba los proyectos de concesión cláusulas y condiciones generales, y Estatutos de la nueva sociedad.

Durante estos meses los servicios de la Mitra no dejaban de hacer constar su sorpresa ante el hecho, de que mientras estaban en curso las negociaciones, continuasen las medidas de presión contra Radio Andorra. Pero por otra parte la actitud de la Mitra, debido al retraso del Sr. Trias en dar su dictámen, podía aparecer ante los servicios franceses como, solamente orientada a ganar tiempo y a dilatar "sine die" la solución .

La Radiodifusión Francesa redactó una nota referente a "Radio Andorra" que distribuyó el Ministro de Información, al Ministro de Asuntos Exteriores y a la Presidencia del Consejo, el 24 de febrero de 1949. Recordaba los antecedentes y admitía el fracaso de las medidas de presión. Se analizaban las posibles medidas de presión: unilaterales sobre la Sr. Vila y Puiggrós, unilaterales unidos a una negociación franco-española; es que del desenlace de las negociaciones con la Mitra, o abandono de las gestiones para pasar a substituir Radio Andorra por una emisora franco-andorrana. (32).

Los comentarios de los representantes de Radio Andorra a esta nota se limitaban a señalar que en ella se reconocía el carácter unilateral de las medidas propuestas, lo que reforzaba su ilegalidad según la práctica política andorrana, así como que las actuaciones de Puiggrós hacían que se considerase como más fácil la solución 3ª, que reconocía la intervención del gobierno español en todo el problema.

NUEVAS PROPUESTAS FRANCESAS

El Consejo de Ministros francés se ocupó el 24 de febrero de 1949, de los asuntos de Andorra y, especialmente de la radio en Andorra. Por eso se había redactado el informe de la Radiodiffusion. El Ministre des Affaires Etrangères anunció que sus servicios proseguirían las acciones con el fin de que los derechos que Francia estimaba tener sobre la emisora de Radio Andorra fuesen reconocidos y respetados. El Ministro de Información insistió en la necesidad de incorporar Radio Andorra a la red nacional de la Radiodiffusion Française, y anunció que se tomarían todas las medidas técnicas que pudiesen obligar al concesionario y al Copríncipe Obispo a aceptar las condiciones de Francia.

El Presidente de la República Francesa, solicitó al Ministre des Affaires Etrangères si continuaban las interferencias a Radio Andorra; y éste le comunicó el 28 de febrero: "Il en sera ainsi autant

qu'il sera nécessaire, sauf bien entendu au cas où vous nous aviseriez que, soit par une convention régulière, soit par une nouvelle autorisation, le poste a été à nouveau admis à fonctionner."

Al comentar el Consejo de Ministros el Ministro François Mitterand, ante los periodistas el 2 de marzo de 1949, decía que las interferencias proseguirían "tant que le Président de la République que est

officiellement Co-prince d'Andorre ne sera pas reconnu dans ce pays". A esto Trémoulet, que lo comunicaba al Ministerio de Asuntos Exteriores al día siguiente replicaba como en muchas otras ocasiones: "es la Radio francesa, dirigida

por los grupos socialistas judíos y comunistas, que interfiere ilegalmente las emisiones de "Radio-Andorra" para obligar al concesionario o al Copríncipe Obispo a entregar la emisora a la radio francesa."

En "Nota para su Excelencia" fechada el día 3 de marzo y como comentario del Consejo de Ministros francés, preparado casi con seguridad

por los servicios de Europa para el Ministro de Asuntos Exteriores español, se le indicaba el estado de la cuestión señalándole que "El Señor Obispo

ha expresado reiteradamente su opinión de que debe mantenerse el statu quo actual, con el que no concordaba este Ministerio, que sigue creyendo es precisa una acción inmediata y enérgica del Copríncipe español". Recomendaba que se descartase el

lograr del Copríncipe francés la confirmación de la autorización provisional, y por contra se intentase crear una sociedad a la que obligara nueva concesión. "Una solución ideal para España sería la constitución

de una sociedad hispano-francesa en forma similar a la FHASA, en la que España tendría una participación del 50% y Francia otra del 49. Una segunda posición podría ser un 45% para España, otro 45% para Francia y un 10% para elementos andorranos de entera confianza de la Mitra, o para la misma Mitra. Claro que la constitución de esa sociedad debe ser en último extremo."

El Ministro, D. Alberto Martín Artajo, para quien iba dirigida la nota, informó de la situación al Consejo de Ministros, el día 4 de marzo: "Ante ello (el comunicado del Consejo de Ministros francés),

y como reacción natural española en defensa de nuestros intereses y como reafirmación de nuestros derechos". De esta información

daba cuenta en la nota de prensa oficiosa al día siguiente (33).

Los diputados socialistas en la Asamblea Nacional, se interesaron por los hechos sucedidos en Radio Andorra, y discutieron sobre ellos el 6 de marzo con el entonces Secretario de Estado para la Información, François Mitterand, en el seno de la comisión de prensa de la cámara, acordando delegar en dos diputados, Coste-Floret y Godin,:

en rapport avec l'Evêque d'Urgel et le concessionnaire aux fins d'étude du cahier des charges."

Al parecer los comisionados, por causas desconocidas, no llegaron a ponerse en contacto con ambos. (34)

Días más tarde, el 9 de marzo, en carta personal Martín Artajo añadía más explícitamente al Obispo: "El Consejo decidió que en cuanto

fuera posible debía mantenerse el statu quo, sin perjuicio de tantear al gobierno francés para conocer exactamente cuál es su postura ante esa reunión internacional que menciona la nota del Gabinete de París después de la reunión de 2 del corriente.

No ocultó a V.E.R. nuestra preocupación y nuestra alarma..., todo hace temer que el vecino país está dispuesto o preparándose a una acción para intentar el dominio completo de la emisora, lo que España de ningún modo podría tolerar."

El Tribunal Civil del Sena falló, el 8 de marzo de 1949, en la cuestión de las interferencias contra la Radiodifusión francesa considerando que constituían una "voie de fait" (35). Con anterioridad, Bannel, en nombre de la S.G.P., había demandado a Mr. Porche, como director general de la Radiodiffusion Française, ante la 17^e Chambre del Tribunal Correctionnel de la Seine, solicitando fuese declarado culpable de las interferencias y se le impusiese el pago de 20 millones de francos como compensación por sus pérdidas de oyentes. El Tribunal Correctionnel, el 21 de diciembre de 1948, se declaró incompetente. Y recurrieron al Tribunal Civil del Sena el 3 de enero de 1949. (36)

Ordenada la instrucción, Mr. Porche declaró ser el responsable de las interferencias y que ejecutándolas obedecía a la orden recibida del Presidente de la República. El fallo de 8 de marzo daba la razón a la S.G.P., y reconocía:

- Que la concesión de Radio Andorra era concesión regular ya que la emisora había pagado sus "redevances" al Copríncipe francés.

- Las interferencias, acto de guerra, están prohibidas en tiempo de paz por acuerdos internacionales.

-Que el Presidente de la República había ultrapasado sus derechos, al dar la orden de interferir, y cometido un abuso (voie de fait) que pertoca a los tribunales de sancionar. La cuestión debía volver a verse en apelación el 6 ó 7 de abril de 1949 ante el Tribunal Superior, y antes de la vista se llegó a un acuerdo, en virtud del cual la Radiodifusión francesa cesaba en la interferencia, y la S.G.P., la empresa que dirigía Bannel, desistía de su reclamación por daños y perjuicios ocasionados por la interferencia.

Ramón Serrano Suñer, que actuaba abiertamente como portavoz de Trémoulet frente al Ministerio de Asuntos Exteriores madrileño, envió el 22 de marzo de 1949 a D. Alberto Martín Artajo una carta a la que acompañaba las conclusiones del documento que los servicios de la Radiodifusión habían enviado a los Ministerios. Según él "dos cosas impor-

tantes para España resultan de estas conclusiones:

Primera. Que están preocupados por las complicaciones diplomáticas a que pudieran dar lugar sus actuaciones unilaterales, esto es que no actúan ya porque creen en nuestra reacción y la temen.

Segunda. Que si constataran la existencia de nuestro serio propósito de resistir abandonarían el plan de perturbación seguido hasta ahora."

Como postdata a la carta anunciaba al Ministro que Puigrós había sido citado en junio por la Cour de Justice de Toulouse, y concluía "le he dicho, naturalmente, que no comparezca."

La notificación era una comunicación de que el parquet de Toulouse, el 19 de febrero, había recibido un auto judicial que le concernía. El Ministère des Affaires Etrangères lo había remitido al Consulado General de Francia en Barcelona, y le rogaba lo recibiese, anunciándole que en caso contrario lo devolvería a París.

Unos días más tarde era personalmente Trémoulet, el que por primera vez se entrevistara con Erice para explicarle los últimos acontecimientos.

Puiggrós recurrió a avisar al Ministro de Asuntos Exteriores. Por telegrama el 26 de marzo le decía: "Convocado arbitrariamente ante

tribunal francés Toulouse me permito requerir su alta protección contra medidas inícuas dirigidas a súbdito español perseguido únicamente por fidelidad a su país punto ante este chantaje confirmado por tentativa actualmente en curso para arrancarme mi renuncia a concesión Radio Andorra punto ruego igualmente su intervención urgente para impedir destrucción ordenada por Veguer francés de la línea eléctrica FHASA que alimenta la emisora." (37)

Martín Artajo telegrafió (38) al Obispo, el día 26: "Parece que

Señora Vila ha recibido en Barcelona conminación de Veguer francés para comparecer en Andorra donde según parece iba a ser requerida firmar desistimiento sus derechos sobre Radio a cambio abandono acción judicial siguiere Toulouse contra Sr. Puiggrós...ruego V.E. llamar urgentemente atención del Veguer francés sobre emplazamiento dirigido señora Vila que supongo desconoce V.E. y que, en tal caso, representaría intolerable intromisión en esfera competencia V.E. como Copríncipe Andorra e inaceptable desconocimiento por parte Veguer francés de soberanía española y de jurisdicción territorio. Encarezco V.E. respetuosamente urgente informe asunto."

Estando el Obispo en Balaguer, le visitaron el Delegado Permanente, su Veguer y el Secretario del Gobierno Civil de Lérida, y creyeron oportuno averiguar lo que hubiese sobre el supuesto "emplazamiento" de la concesionaria ante el Veguer francés.

Los Puiggrós les informaron de que había recibido a través del Dr. Picart, andorrano adscrito a los servicios de Radio Andorra, la invitación del Veguer francés para trasladarse a Andorra con el fin de hacerse cargo de determinados documentos que le interesaban. Luego les confirmaron tal invitación por telégrafo.

Los reunidos creían que tales documentos se referían a la posible y futura organización de Radio Andorra. Y así lo comunicaba a Martín Artajo, el Obispo en carta fechada el 28 de marzo de 1949.

El Obispo señalaba que el Veguer francés también le presionaba a él "en la urgencia de conocer la opinión de la Mitra acerca de la

actual concesión como consecuencia del dictámen del Sr. Trias de Bes por tratarse de un asunto de tanto interés para la prosperidad de Andorra... Confirmando mi parecer de que debemos seguir defendiendo la actual concesión, mientras el derecho le asista; pero no más, sobre todo si con ello hubiésemos de comprometer la tranquilidad o los intereses de España." (39)

El 28 de marzo un hombre se presentó a la puerta del piso del Sr. Puiggrós, Rambla de Cataluña 36, en Barcelona y entregó un sobre cerrado diciendo: "este pliego está destinado a la Sra. Puiggrós." Al tomar ella el pliego, el individuo le dijo: "Yo soy el Sr. Chalier y esperaré mañana en el Hotel Majestic la respuesta". El Sr. Puiggrós llegó al poco rato, e informado comprendió que se trataba de "un llamado Chalier, individuo que reside frecuentemente en Andorra desde ya hace más de un año y que pasa todo el tiempo en divulgar informaciones erróneas sobre "Radio Andorra", testimonios contra sus dirigentes y a procurar que el personal se despida tratando así de crear un clima de agitación contra "Radio Andorra".

Los Puiggrós, en realidad temieron que se tratase por parte de este individuo de una maniobra de provocación en vísperas del proceso que había de tener lugar cuatro días más tarde ante el Tribunal de Toulouse, y notificaron lo sucedido a Serrano Suñer.

Presentado por Serrano Suñer, Trémoulet se reunió en el Palacio de Sta. Cruz con el Director General de Política Exterior. Hasta entonces sólo había sido recibido por el Director de Europa. Le explicó la situación creada a partir del informe de la Radiodifusión Francesa, y de la extraña gestión hecha por Chalier ante la Sra. Vila y Puiggrós. Se convino

en retornar el pliego: "mantenerlo cerrado y ponerlo en manos del Señor

Gobernador Civil de Lérida, Delegado del Gobierno español para los asuntos de Andorra, quien, según instrucciones de este Ministerio, lo devolverá al Veguer francés, haciendo notar lo inaceptable del procedimiento."

Erice preparó un informe sobre las instrucciones que el Ministro debía cursar al Gobernador Civil de Lérida en su condición de Delegado Permanente para Andorra.

EL JUICIO ABSOLUTARIO DE TREMOULET, LAS INTERFERENCIAS A RADIO ANDORRA

El 1 de abril de 1949, la Cour de Justice de la Haute Garonne, celebró juicio para establecer la culpabilidad de Trémoulet y Laffont acusados de traición, y de Puigrós acusado de espionaje, y los tres de "actes de nature à nuire à la défense nationale."

El tribunal recordaba los diferentes pasos del proceso (40), y en su sentencia les declaraba libre de las acusaciones, al haberse pronunciado así el jurado por mayoría. (41)

De conformidad con el informe el Ministro de Asuntos Exteriores, Martín Artajo, envió el 1 de abril un telegrama al Gobernador Civil de Lérida dándole orden de remitir al Veguer francés la documentación entregada a la Sra. Vila; "Debe aprovecharse ocasión para protestar

anticipadamente por cualquier manejo o maniobra que se intente realizar unilateralmente por parte francesa contra Radio Andorra ya que este Ministerio tiene impresión Veguer francés está decidido acción ilegal inmediata. Debe reiterarse Veguer francés que España no puede permitir olvido derechos Copríncipe español y resolución unilateral sobre Radio Andorra del tipo que fuere; aunque no habría inconveniente iniciar negociaciones sobre cualquier asunto pendiente siempre que se realizara

por conducto regular. Prevengo V.E. que es posible se intente desmontar o desconectar línea eléctrica una central Escaldes con instalaciones emisoras lo que sería intolerable."

Al mismo tiempo daba cuenta de este telegrama al embajador español en París ordenándole que se efectuase una gestión ante el gobierno francés "haciendo constar que España no puede consentir menos precio

prerrogativas Obispo Seo Urgel Copríncipe Andorra, ni tolerar algún acto de violencia o decisión unilateral sobre Radio Andorra estimándose como tal el desmontado de línea eléctrica mencionado."

Serrano Suñer desconfiaba del dictámen de Trías de Bes, y el 7 de abril decía en carta manuscrita a Erice que era urgente y grave

"que el dictámen de un letrado español sirviera para coadyuvar al punto de vista francés, pero es que además este señor no dispone en este momento de documentación fundamental y básica para formar juicio". El mismo día

Erice le comunicaba que Trías de Bes no iba a "dar estado definitivo a su parecer hasta que este Ministerio le comunicara lo que hubiere."

Para reforzar su presión Trémoulet el mismo día enviaba otra de sus notas a Carrero Blanco, informándole de que "es urgente prevenir

al Sr. Trías de Bes con el fin de que no transmita informe alguno antes de haber recibido esa importante documentación."

Durante el debate de las enmiendas al Presupuesto en la Chambre des Députés, se produjo un largo debate sobre la situación de Radio Andorra (42), suscitado por el diputado Albert Forcinal que solicitaba una enmienda de disminución simbólica de la asignación de la Radiodiffusion Française ya que había sido condenada por interferir a Radio Andorra. En nombre del gobierno intervino François Mitterand, desde el 26 de julio de 1948, Secrétaire d'Etat de la Présidence du Conseil Chargé

de l'Information. Según él "Tous les gouvernements... ont toujours

considéré que Radio-Andorre ne jouissait que d'une autorisation donnée à titre précaire et révocable, et qu'à partir du moment où les conditions n'étaient pas remplies et où le contrat était rompu, Radio-Andorre n'avait plus le droit d'exister". (Aseguraba que como en la) "conférence d'Atlantic City aucune longueur d'onde n'a été accordée à Radio Andorre, il en résulte que lorsque Radio-Andorre utilise des ondes, c'est en tout que poste corsaire." Sin embargo reconocía

que eran posibles negociaciones, y que estaba dispuesto a ellas. Explicó que cuando fue nombrado Ministro se encontró con que se efectuaban las interferencias contra Radio-Andorra desde finales de abril de 1948. Dio la orden de que cesasen durante un mes y medio (30 de septiembre-28 de noviembre de 1948), "A partir du moment où le brouillage cessa il ne fût plus possible de discuter". Reconocía que las interferencias ya habían cesado y que quizás habían durado demasiado tiempo.

M. Alfred Coste-Floret defendió que las interferencias de Radio-Andorra, favorecían a Radio Monte-Carlo, que tenía así menor concurrencia en las ondas, y en último término a la SOFIRAD, su propietaria. En base a la sentencia del Tribunal Civil de la Seine, de 8 de marzo de 1949, que ordenó cesar en las interferencias, argumentaba que Radio Andorra no era ninguna emisora corsaria, ya que en sus orígenes fue legal, y que Francia reconoció su legalidad al percibir las participaciones correspondientes al Copríncipe francés, especialmente los 358.725 francos en mayo de 1944. No negaba la falta del Cahier des Charges, pero decía "c'est en effet, uniquement parce que le Co-prince français

s'y est opposé et qu'il a prétendu prendre, en la matière, un décret spécial d'autorisation". (Según él) "aucun texte de droit international n'interdit à un poste d'émettre, même si une conférence internationale, ne lui a pas attribué une longueur d'onde, à la condition qu'il utilise une longueur d'onde libre." Las interferencias, según la Convención

de Telecomunicaciones de Madrid, 1932, estaban prohibidas en tiempo de paz; si se practicaban se ejecutaba "un acte d'hostilité en temps de guerre". Además al interferir también las emisiones de Radio Estocolmo,

se produjeron sus protestas "causant ainsi un trouble d'ordre international." Las interferencias lograban por vía de consecuencia indirecta aumentar la publicidad de Radio-Monte-Carlo.

Proseguía recordando que la SOFIRAD había propuesto a Radio Andorra cesar en las interferencias si se le atribuía el 51% de las acciones contra el 49% a la Mitra de Urgel. El Vaticano, consultado por la Mitra de Urgel se había opuesto y España también. Las interferencias, según él, podían llevar a los dirigentes de Radio Andorra "à cèder à cette pression et, contrairement aux intérêts bien compris de la France, à vendre leur poste à l'Espagne". Reclamaba que cesasen todas las interferencias y se cumpliera la sentencia de 8 de marzo de 1949.

Mitterand replicó que "ce n'est pas la radiodiffusion française

qui a agi en la matière: c'est le Co-prince français d'Andorre, qui a révoqué la concession, laquelle était accordée à titre précaire et révocable... C'est le Co-prince français qui a pris une décision. L'application en incombe à l'administration de la radiodiffusion française, mais cette dernière n'est pas à l'origine de l'affaire". (Las interferencias habían sido ordenadas por el Ministro Abelin, de acuerdo con el Ministro de Asuntos Exteriores.) "Que le brouillage ne soit pas un procédé très élégant, je vous le concède. Mais il a cessé..."

M. Forcinal reiteró que Radio Andorra no era ninguna emisora corsaria y que las interferencias habían supuesto un gasto de 20 a 40 millones de francos.

Intervino también Paul Gosset para recordar que a propuesta de Forcinal se había nombrado una comisión de encuesta sobre Radio Andorra, dentro de la comisión de la prensa que él presidía, y que convenía esperar su dictamen. Si el Ministro se comprometía a cesar las interferencias, M. Forcinal aceptaba esperar el dictamen.

Mitterand replicó que no habría interferencias: "Radio-Andorre

utilise des longueurs d'ondes qui ne lui appartiennent pas... celles-ci ont été reconnues à la Suède. Si l'administration de la

radiodiffusion française utilise les ondes... des ondes que se trouve utiliser Radio-Andorre... je vous demande ce qu'il y a là de reprehensible à l'égard de Radio-Andorre... mais en réalité, ce que je demande, c'est qu'un accord soit passé et que Radio-Andorre puisse vivre normalement". "Le brouillage, je reconnais que c'est un moyen de pression..." Finalmente el Ministro aceptó

ordenar el cese de las interferencias, reservándose reiniciarlos si el tribunal no confirmaba la primera sentencia prohibiéndolas. M. Coste Floret, aceptó la suspensión de las interferencias.

D. Miguel Mateu entregó el día 9 de abril, en mano a Erice la copia de la carta que M. Breaud, director de FHASA, le dirigía (43), en la que le comunicaba la decisión adoptada el 25 de marzo, de cortar la corriente eléctrica de la Estación de Radio Andorra si la Sra. Vila no aceptaba el acuerdo sobre el nuevo estatuto de Radio Andorra.

M. Breaud aseguraba que el Veguer francés le exigía, si no había acuerdo con la Sra. Vila, que la FHASA cortase la corriente o anulase la línea eléctrica. Al protestar que era una decisión imposible de tomar por la FHASA, se le advirtió que "on avait envisagé de nous y contraindre

par un Jugement du Tribunal d'Andorre siégeant à Perpignan, devant lequel on nous assignerait". (Al protestar de que) "nous saurions nous défendre contre une action aussi injustement engagée contre nous, à l'occasion d'une cause à laquelle nous étions absolument étrangers... nos interlocuteurs ont compris leur erreur et ont abandonné immédiatement leur manière de voir. J'espère qu'ils n'y reviendront pas, bien que le Conseil des Ministres ait formellement décidé d'utiliser la contrainte complètement si les négociations avec Mme. V.R. (Vila Ribes) étaient sans resultat."

Mateu añadió que creía que todavía se podría frenar esta medida coactiva, pero que era urgente se decidiese lo que cabía proponer a Francia para dar solución al problema.

El Veguer francés envió a D^a Dolores Vila, otra carta fechada el 23 de abril, por la que le comunicaba que no habiendo recibido contestación a su anterior de 28 de marzo "j'ai l'honneur de vous inviter à cesser, le 10 Mai 1949 au plus tard, les émissions du poste de Radio-Andorre.

Passé ce délai toutes dispositions de droit seront prises."

El matrimonio Puiggrós-Vila pusieron inmediatamente en conocimiento de Martín Artajo este nuevo ultimatum. El Ministerio acordó protestar formalmente ante el gobierno francés. Para ello cursó instrucciones al embajador español en París ordenándole que hiciese "constar amable

pero firmemente no se puede aceptar Veguer francés se dirija sin conocimiento Veguer español ni Obispo Copríncipe a una súbdita andorrana residente Barcelona; y mucho menos se puede admitir que unilateralmente se ordene cese emisiones Radio Andorra..." La

Nota oficial explicaba que en virtud del Convenio de La Haya, de 17 de junio de 1905, las notificaciones a extranjeros deberán hacerse por el Cónsul del Estado notificante mediante comunicación dirigida a la autoridad del Estado requerido. "En el caso de súbditos andorranos,

este Ministerio debe precisar que es el Señor Obispo de Seo de Urgel al que corresponde la co-soberanía de los Valles, el que, a su vez, dentro del territorio español se dirige a ellos por conducto de las autoridades dependientes del Estado español." (44)

Al día siguiente, el Ministerio de Asuntos Exteriores hacía llegar otra nota verbal (45) al embajador francés, en la que protestaba de la comunicación del Veguer francés, conminando a la Sra. Vila a que cesasen las actividades de Radio Andorra. "El Ministerio debe hacer

constar que no se puede aceptar el hecho de que el Veguer francés se dirija, sin conocimiento del español, y del Señor Obispo de Seo de Urgel, Copríncipe de los Valles, a una andorrana residente en Barcelona. Mucho menos puede admitirse que por una orden unilateralmente establecida por el Veguer francés,

puedan cesar las emisiones de "Radio Andorra" ya que, al igual que para adoptar otras decisiones, es necesario el acuerdo previo de los Copríncipes.

El Ministerio formula, pues, su protesta a esa Delegación y desearía que al transmitir esta Nota a su gobierno señalara la conveniencia de que por parte francesa se respeten las normas que regulan cuanto se relaciona con el ejercicio de la autoridad local en los Valles de Andorra."

El Veguer de la Mitra escribía el 2 de mayo a su homólogo francés que la carta ultimátum a la Sra. Vila "precisamente en el momento en

que por la Mitra se insistía en reclamar el dictámen del Sr. Triás de Bes... ha causado extrañeza y disgusto.

Por encargo del M.I. Sr. Delegado Permanente tengo el honor de manifestar a V.S. que contrariamente a lo solicitado en la carta de referencia, las autoridades de la Mitra no pueden intervenir cerca de la Sra. Vila en el sentido indicado."

El Obispo puso en conocimiento del Ministro de Asuntos Exteriores las cartas del Veguer francés a la Sra. Vila y la respuesta que se había dado. Añadía: "Me permito indicar que "las medidas de derecho"

a que nuevamente alude, se refieren tal vez a recabar de la FHASA si ésta accede a ello, la rescisión de contrato de suministro de corriente; y a llevar al ánimo del Consejo de los Valles la convicción de que serían más ventajosas para Andorra las condiciones económicas en una nueva concesión, voces que no dejarían de encontrar oídos propicios entre los andorranos. Sigo creyendo improbable cualquier acto de fuerza o de violencia".

Le rogaba insistiese cerca de Triás de Bes para que éste emitiese el dictámen puesto "que la situación de la Mitra se hace de día en día más difícil, al no poder dar su parecer fundamentado en dicho dictámen, sea éste cual fuese". En nota manuscrita al Ministro apuntó: "Rogar a Triás que dé el dictámen con argumentos a favor."

La Sra. Dolores Vila protestó en carta enviada el 5 de mayo al Veguer francés por sus exigencias: "J'élevè respectueusement mais

fermement, la protestation la plus vive contre votre invitation à cesser les émissions de "Radio-Andorre"; je ne puis accepter cette mesure injuste et contraire au droit andorran..." Recordaba el proceder de Radio

Andorra respecto a Francia y se extrañaba de que continuasen las dificultades: "Jusqu'ici j'avais cru m'expliquer cette animosité en

pensant que le Co-prince français et ses administrations avaient pu, de bonne foi, être abusés par les denonciations calomnieuses dirigés contre nous.- Après le verdict d'acquittement, cette excuse n'est plus valable. Sur quoi se fondent aujourd'hui les attaques dirigées contre "Radio-Andorre?..." Recordaba

que se habían pagado los derechos previstos a los dos Copríncipes y al Consejo, y que "nous avons même construit gratuitement tout le réseau téléphonique des Vallées". Y demostrando estar bien aconsejada legalmente invocaba su rectitud de proceder frente a los reglamentos internacionales:

"La procédure prévue par les règlements internationaux a toujours été respectée pour les longueurs d'onde de fonctionnement bien que cette réglementation ne soit pas opposable à l'Andorre resté jusqu'ici, par défaut de représentation aux Conférences Internationales, en dehors des conventions en vigueur. Une attribution officielle n'est en effet possible que lorsqu'une délégation administrative andorrane régulière aura participé à l'organisation européenne de radiodiffusion comme nous l'avons à plusieurs reprises demandé". (En cuanto a la concesión reafirmaba) "Je dispose d'un contrat de concession délivré par le Conseil des Vallées et confirmé dans la forme administrative régulière après ratification de deux Co-princes; ce n'est donc pas une simple autorisation précaire révocable unilatéralement et sans motif comme le supposait implicitement cette communication (de 27 de abril de 1948)". (Y concluía) "L'absence du Cahier des Charges projeté en 1938 par le Co-prince français, et abandonné de son fait, ne peut mettre en cause la validité de une concession puisque les Co-princes peuvent toujours produire cet instrument de travail..."

Los representantes de la concesionaria tuvieron una audiencia con el Copríncipe Obispo y sus colaboradores el 3 de mayo. Al término de la misma D. Pedro Villadas, nuevo Delegado Permanente del Copríncipe Obispo a la muerte de D. Ricardo Fornesa, les hizo entrega de una carta por la que acusaba recibo de la protesta de la Sra. Vila ante la invitación del Veguer francés y le reiteraba: "La posición de la Mitra en

el asunto de Radio Andorra no ha variado lo más mínimo, como sabe el referido Sr. Veguer. Consideramos, por consiguiente, dicha invitación, no como una orden, para lo cuál sería precisa nuestra previa conformidad, que no hemos dado, sino como una simple invitación, según sus propios términos expresan."

Frente a la bien trabada argumentación de los concesionarios, la Mitra y el gobierno español, el Veguer francés insistía en sus exigencias y acusó recibo de las protestas de la Sra. Vila, el 9 de mayo, con un telegrama en el que le decía: "Vous avez personnellement reçu

mon envoyé et pris livraison du pli -stop- Je ne puis dans ces conditions qu'enregistrer avec surprise et regret contenu premier paragraphe votre lettre précité -stop- Mainteins contenu ma lettre n° 19 du 23 avril 1949."

La Sra. Vila replicó enviando un nuevo telegrama al Veguer francés, el 10 de mayo. "Ai reçu 28 mars pli fermé de Challier qui quelques

jours auparavant déposait déclarant contre mon mari -stop- Recue cette intervention étrange 48 heures avant verdict Toulouse, ai remis ce pli sans l'ouvrir aux autorités espagnoles compétentes -stop- Par lettre 7 mai Delegué Permanent Episcopal m'écrit position Mitre sans moindre changement -stop- Il déclare considerer votre demande non comme un ordre lequel aurait nécessité son accord qu'il n'a pas donné mais comme simple invitation -stop- En conséquence ne puis que confirmer ma lettre du 5 mai."

El tribunal de Toulouse, el 13 de mayo, levantó el embargo de los bienes de Trémoulet, Laffont y Puigrós (46). En consecuencia Challier,

que estaba oficialmente en Andorra para vigilar los bienes secuestrados perdía su cobertura legal.

EL DICTAMEN TRIAS DE BES

La Cour d'Appel de París, el 24 de mayo de 1949, pronunciaba sentencia en el caso entre Porche, en calidad de director de la Radiodifusión francesa, organismo que interfería Radio Andorra, y la S.G.P., que se consideraba perjudicada por las interferencias. Defendía la S.G.P. Tixier Vignancourt y a la Radiodiffusion Française y su director Louis Nogères. La Cour rechazaba la declinatoria de competencia que solicitaba Porche y en su sentencia reconocía los perjuicios que las interferencias causaban a la S.G.P., que sufría un "dommage direct et personnel", y sobre la pretensión de Porche de que la orden la había dado el Presidente de la República y le había sido comunicada por el Ministro de Asuntos Exteriores francés y que por lo tanto la autoridad judicial era incompetente para ordenar el cese de las interferencias. Los considerandos desautorizaban la petición, y constatando una "voie de fait" se declaraba competente para enjuiciar el fondo.

El fallo (47) fue recogido por diversos periódicos (48), ya que significaba una fuerte reconvención al proceder de las autoridades francesas y porque marcaba un hito en la fijación de los poderes del Presidente de la República Francesa en tanto que Copríncipe de Andorra. También porque consagraba la imposibilidad de efectuar interferencias radiofónicas en tiempo de paz.

Sin embargo, el 9 de junio de 1949, el Prefet de la Seine, argumentando que las interferencias tenían el carácter de "un acto de gobierno" y que por tanto, no eran susceptibles de ser recurridas, elevó el conflicto entre Porche y la S.G.P. al Tribunal des Conflits.

Trias de Bes remitía finalmente su informe al Ministro de Asuntos Exteriores, el 21 de junio. Lo justificaba diciendo que: "el cargo de

asesor jurídico de Este Ministerio y el interés que para el Estado español tiene el caso dictaminado, le obligaba a esta autorización previa y le imponían, además, la relación directa y constante que ha mantenido con el Sr. Director General de Política Exterior de este Departamento". (Resumía su trabajo) "En el dictámen se razona la inexistencia jurídica de la concesión. Desde el convenio concertado entre el Consejo de los Valles y el concesionario hasta la terminación de la guerra mundial, se ha seguido la tramitación del asunto por sus cauces naturales, mas a partir de aquella fecha hasta el presente, así la Mitra de Urgel como el Copríncipe francés, han desviado la trayectoria, situándose, respectivamente en posiciones dispares y opuestas... .-A juicio del suscrito no hay base jurídica que permita justificar la posición actualmente adoptada por uno y otro Príncipe, porque ambos han cometido notorios errores en la última tramitación impulsados por motivos de carácter político, respetables desde su respectivo punto de vista, pero descuidando, o mejor prescindiendo de toda preocupación jurídica.- La discordia surgida resulta, prácticamente, insoluble, no por razón del fondo del asunto sino por las dificultades procesales que se presentan para tal fin... .-A juicio del suscrito, dados los términos en que está planteado el asunto, no cabe otro recurso que acudir a la negociación, sea para reanudar su tramitación en el punto concreto y fundamental de la confección del pliego de condiciones (Cahier des Charges), sea para el otorgamiento de nueva concesión. En una y otra, sobre todo en la última, han de plantearse cuestiones de acusado carácter político que interesan al Estado Español no sólo en el asunto concreto de la Emisora, sino también, para la ordenación o mejor rectificación del régimen actual, del Principado, que, conforme se indica en el dictámen, entraña una deformación institucional como consecuencia del quebrantamiento y usurpación de los derechos de la Mitra que ha venido realizando el Estado Francés a través de quien ejerce el Coprincipado, o sea el Presidente de la vecina República." (49)

El texto del dictámen remitido a la Mitra no fue nunca dado a conocer oficialmente por la Mitra. El propio Noguères decía: "J'observe -et je sais pourquoi- que "La Mitre",... n'a jamais fait connaître les conclusions de cet éminent juriste." (50)

M. Forcinal, uno de los diputados amigo de Trémoulet, abrió un nuevo debate sobre Radio Andorra en la Assamblee Nationale, el 21 de julio de 1949, protestando de las medidas de presión que se ejercían sobre ella. Le respondió Mitterand, Secretario de Estado responsable de la Información, recordando el debate del mes de abril, los términos de los considerandos de la sentencia de la Cour d'Appel de 24 de mayo, y los hechos sucedidos en las últimas semanas. Reconocía que la retención de los discos podía hacer parecer que "la Radiodiffusion Française poursui

vant ses noirs desseins, empêchée par les representants du peuple de brouiller Radio Andorre, avoit eu recours à l'administration des domaines pour faire arreter au passage de la frontière les disques destinés à enchanter les auditeurs de Radio-Andorre... -C'est évidemment la difficulté éprouvée par Radio-Andorre pour fonctionner normalment qui est l'object même de ce debet.

...Il se trouve que le poste de Radio-Andorre continuant sur sa lancée, ne paye pas les droits d'auteurs... le procédé est pratique: on fait tourner les disques et l'on ne paye pas les droits.

Il a été décidé, en accord avec le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère des Finances, qui est l'exécutant, de ne pas autoriser les engagements de change, ni le passage à travers la frontière, d'une marchandise interdite... Du jour où Radio Andorre payera les droits d'auteur aux auteurs français l'interdiction sera levée..."

Mitterand dio a conocer el texto de una nota de protesta del embajador de Suecia en Francia, y las cartas dirigidas por los directivos de la radiodifusión sueca a Radio Andorra en el mismo sentido, ya que desde 1945, la utilización por esta de la frecuencia 703,8 mts., interfería las emisiones de Radio Estocolmo que emitía por los 704 mts., que tenía atribuidos en el Plan de Lucerna de 1933. Los diputados socialistas

y comunistas, no estuvieron de acuerdo con estas explicaciones y sostenían la actuación gubernamental era poco conforme con los intereses franceses, y que los tribunales desautorizarían sus actuaciones. (51)

El Obispo de la Seu solicitó del Ministro, Alberto Martín Artajo, su parecer sobre el informe de Trías de Bes, en cartas de 16 de julio y 9 de agosto (52). Con fecha de 27 de agosto, el Ministro le comunicó que estaba "de acuerdo, en principio, con dicho dictámen." (53)

El Obispo anunció, el 4 de noviembre de 1949, al Ministro de Asuntos Exteriores español, que de las soluciones propuestas en el dictámen del Sr. Trías de Bes convenía adoptar "la que sostiene la validez, de

facto al menos, de la concesión, procediendo a reanudar el estudio del "Cahier des Charges" interrumpido al estallar la guerra mundial."

En consecuencia le hacía conocer el proyecto de comunicación a enviar al Veguer francés en este sentido.

Hasta aquel momento la Sociedad de Autores española había realizado el cobro de los derechos de autores tanto españoles como extranjeros en Andorra. Desde 1947, la sociedad francesa venía insistiendo en cobrar siquiera los derechos de los autores franceses. La Sociedad española se resistía a aceptar el compartir con la francesa el cobro.

El 15 de enero de 1950 se produjo la muerte por accidente de la trabajadora de Radio Andorra Margaride Morató, que causó gran emoción en toda Andorra. (54)

El Tribunal des Conflits por su sentencia de 2 de febrero de 1950 casó el fallo de la Cour d'Appel de París, considerando que las interferencias "à l'égard des émissions d'un poste sis dans un territoire

qui n'est pas français, qui n'est pas soumis à la législation française et relève d'une double autorité distincte au celle de l'Etat français, échappe à raison de sa nature, à tout control juridictionnel." (55)

La sentencia, y sus considerandos fueron objeto de algunas precisiones y comentarios discordantes. (56) La cuestión fundamental era determinar la naturaleza de las órdenes de causar interferencias. Para algunos las órdenes tenían el carácter de actos administrativos, y siendo abusivos, podían anularse. Para otros, y el tribunal, tenían el carácter de "actos de gobierno" y por tanto ninguna jurisdicción era competente para enjuiciarlas.

Accesoriamente la sentencia aclaraba que las órdenes de interferir eran una decisión del Consejo de Ministros francés, y habían sido ejecutadas por los servicios administrativos franceses. Como co-soberano de Andorra el Presidente de la República Francesa no puede dar órdenes a ningún agente del ejecutivo francés, y ni tan sólo como Presidente de la República puede dar órdenes que corresponden al jefe del poder ejecutivo, el Presidente del Consejo. Se confirmaban así los límites de la doble personalidad funcional del Presidente de la República y Copríncipe de Andorra.

¿Las órdenes de interferir era un verdadero "acto de gobierno"? En los considerandos el tribunal no era concluyente, pero Waline creía que las consideró como un acto de gobierno por afectar a las relaciones internacionales, o por constituir un acto de ejecución de un tratado internacional. Según él, en ambos casos la decisión del tribunal es discutible ya que, en aquel momento, Andorra no tenía reconocida ninguna personalidad internacional al no haber sido reconocido como estado por ningún otro estado. Las medidas del gobierno francés lo eran contra particulares y por tanto no constituían relaciones internacionales. Tampoco podía sostenerse que las medidas fueran adoptadas en virtud de lo previsto en convenciones internacionales, porque al no haber suscrito Andorra ninguna convención ya que no tenía personalidad internacional dado el carácter único de Andorra, un feudo con dos co-señores, no podía tampoco pretenderse que cuando Francia se adhiere a una convención internacional quede obligado a ella también Andorra.

Waline concluía: "les décisions litigieuses n'étaient ni relatives

à des rapports internationaux entre autorités publiques françaises et étrangères, ni relatives à l'exécution d'une convention internationale non applicable aux vallées d'Andorre. La décision du Tribunal des conflits est donc contestable." (57)

A la vista de los cambios en el panorama ocurridos en los últimos meses el Veguer francés solicitó del Veguer episcopal si éste creía que las nuevas circunstancias permitían reconsiderar todo el asunto de Radio Andorra. El 17 de enero de 1950, el representante de la Mitra contestaba que "étant donné les antécédents de cette affaire,

la Mitre ne peut ignorer de l'existence de la concession et que le défaut de quelques conditions de forme, n'empêche pas cependant la réalité de faits, à savoir que les Co-princes ont été d'accord pour la ratification de la concession au moment où elle a été octroyée par le Conseil Général des Vallées. Si le Cahier des Charges n'a pas été signé, ce fut pour des raisons indépendantes de la volonté du Co-prince...".

Se había abierto un paréntesis de calma que duraría casi todo el año. Sólo el 4 de marzo, una nota de los informadores del Alto Estado Mayor español, daba cuenta muy alarmada de la instalación de una nueva emisora de onda corta por parte de Radio Andorra. Investigado el asunto resultó que se habían instalado unos enlaces por microondas entre el estudio y la emisora. (58) Sin embargo, las autoridades militares españolas continuaron especulando sobre el destino final de esta emisora.(59)

Las sentencias pronunciadas, la suspensión de las interferencias y trabas administrativas acordadas para no provocar más debates en la Chambre des Députés, y un nuevo clima entre los servicios de los Copríncipes explican la calma aparente.

NOTAS AL CAPITULO IV.

- (1) Bannel: A propos..., p. 54.
- (2) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Docs. 1 y 2.
- (3) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 3.
- (4) A.M.A.E. Leg. 3682, Exp. 10, Doc. 4 Radio Toulouse Pyrenées era la emisora tolosana, antes de los P.T.T. y que ahora pertenecía a la Radiodiffusion Française.
- (5) Por la documentación conservada en el A.M.A.E., al menos Carrer remitió a Martín Artajo notas de este tipo a finales de marzo; con recortes de Le Pays (17/III/48), Dissidence 40, (21/III/48), Paroles Françaises (19/III/48), Tel Quel, (16/III/48). El 24 de marzo; Paroles Françaises, (26/III/48), Tel Quel, (16/III/48), - Dissidence 40, (21/III/48), Le Pays, (17/III/48), Pourquoi, (11/III/48). 5 de julio, L'Humanité (28/VI/48), 31 de julio con Radio Programme (9/VII/48), (16/VII/48). 29 de septiembre, Radio Programme (12/IX/48), L'Humanité (28/VI/48). 6 de noviembre, Le Populaire (7/X/48). 30 de noviembre, Pueblo (22/XI/48).
- (6) Berlinguier, B.: La condition..., p. 180.
- (7) J.O. Debats Assemblée Nationale (1949), 2^e séance du 21/VII/49), p. 4935.
- (8) Ebrard: "Les postes...", p. 176.
- (9) Noquéres: La radio..., p. 60.
- (10) Ebrard: "Les postes...", p. 176.
- (11) Le populaire, (27/IV/48)
- (12) Duval: Histoire..., p. 386, da como fecha de inicio de las interferencias el 2 de mayo de 1948. Esta fecha es la que figura en la carta en la que ordenó "employer à compter du 2 mai 1948 les mesures de Brouillage... si les émissions du poste continuaient avec le même concessionnaire". Bannel: A propos..., p. 57. Sobre los problemas jurídicos de las interferencias ver Moreira da Silva, M.: Les interférences radiophoniques...
- (13) Tréroulet informó de las interferencias de inmediato, el 20 de mayo, a Carrero Blanco; quien a su vez lo comunicó a Martín Artajo en el mismo día.
- (14) Nota dictada por el Gobernador Civil de Lérida, el 3/VI/48, después de hablar por teléfono con el Sr. Obispo.

- (15) Carta manuscrita al Ministro de Gobernación, 3/VI/48.
- (16) Carta del Ministro de AA.EE. al E.R. Sr. Obispo de la Seo de Urgel 3/VI/48.
- (17) Bannel: A propos...., p. 56.
- (18) Bannel: A propos...., pp. 86-87.
- (19) Noguères: La radio..., p. 64.
- (20) Josep Ma Trias de Bes i Giró, Barcelona 1890-1965. Catedrático de Derecho Internacional en Salamanca (1916-1919) y Barcelona (1919-1960). Militó en la Lliga Regionalista y fue diputado en Cortes 1919, 1923, 1933 y 1936, y en el Parlament de Catalunya en 1932. Fue albacea de F. Cambó y posteriormente miembro del consejo privado del Conde de Barcelona. GEIEC. Vol. 14, p. 688.
- (21) Noguères: La radio..., p. 70. En anexo.
- (22) Telegrama: Ministro de Asuntos Exteriores al Embajador de España en París (29/IX/48) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 8.
- (23) Memorandum a Carrero Blanco, 11 octubre 1948. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 8.
- (24) A.M.A.E. Leg. 2682. Exp. 10, Doc. 5.
- (25) A.M.A.E. Leg. 2888, Exp. 42, Doc. 1.
- (26) Carta al Excmo. Sr. D. Ramón Iglesias Navarri, Obispo de Seo de Urgel. (9/XI/48) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 8.
- (27) Noguères: La radio..., p. 76.
- (28) 4 de diciembre de 1948, 16 vp. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 8. El informe abarca otros temas: Gendarmería, Elecciones en Andorra, Pasaportes andorranos, Teléfonos.
- (29) Bannel: A propos...., pp. 37-38.
- (30) Noguères: La radio..., pp. 98-99. Este informe fue publicado por Noguères aunque había sido antes negado por el Ministro des Finances al Ministre de l'Information, a la Commission de Presse de l'Assemblée Nationale, y a los diputados M. Gérard Vel y M. Antier. (Journal Officiel, 9 y 10/V/1950)
- (31) Bannel: A propos...., pp. 90-97.
- (32) Vid en Anexo.
- (33) Referencia oficial del Consejo de Ministros: "Asuntos Exteriores. Informe sobre asuntos de Andorra". Diario de Barcelona, (6/III/48)

- (34) Mitterand en el J.O. Debats Assemblée Nationale, (1949), 2^e séance du 21/VII/49, p. 4931.
- (35) Duval: Histoire..., p. 386, da como fecha de la vista el 8 de mayo de 1949.
- (36) Noguères: La radio..., p. 80.
- (37) Telegrama de Puiggrós al Ministro de Asuntos Exteriores, 26 de marzo 1949. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (38) Telegrama del Ministro de Asuntos Exteriores Martín Artajo al Excmo. y Rvdo. Sr. Obispo Seo Urgel, 26 marzo 1949. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (39) Carta del Obispo de Urgel al Excmo. Sr. D. Alberto Martín Artajo: Ministro de Asuntos Exteriores fechada 23 marzo 1949. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (40) Sentencia de 26/XI/1946 de la Cour de Justice de Toulouse, sentencia de 19/XII/46 de la Chambre de Mises en Accusation de la Cour d'Appel de Toulouse en matière de pourvoir en Cassation, sentencia de 25/VI/47 de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, sentencia de 13/V/48 de la Cour de Justice de Toulouse.
- (41) Extraits des minutes du greffe de la Cour d'Appel de Toulouse. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10. Vid en Anexo. Los procesos a Trémoulet no merecen ninguna referencia en la importante obra de Aron: Histoire de l'épuration. En los índices no hay ninguna referencia a Trémoulet, Kierkowski o Laffont.
- (42) J.O. Debats Assemblée Nationale (1949). 3^e séance du 7/IV/49, pp 2205-2213.
- (43) Nota para su Excelencia, 9 de abril 1949. Anexo de la carta de D.H. Breaud de 9 de abril. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (44) Nota verbal a la Delegación del Gobierno de la República Francesa, Madrid 5 de mayo de 1949. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (45) Nota verbal a la Delegación del Gobierno de la República Francesa, Madrid 6 de mayo de 1949. A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (46) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (47) Gazette du Palais, (1949), II, Journal du 29 juillet 1949, pp. 139-141. En Anexo.
- (48) Le Monde, Combat, Le Populaire, del 25/7/49.
- (49) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10, Vid Anexo.
- (50) Noguères: La radio..., p. 105.

- (51) J.O. Debats Assemblée Nationale, (1949), 2^e séance du 21/VII/49, pp. 4926-4935.
- (52) A.M.A.E. Leg. 5169. Exp. 10.
- (53) A.M.A.E. Leg. 5169. Exp. 10.
- (54) Brugat, Jaume: El Pas de la Casa..., pp. 124-126. Reproduces interesting photographs of transport in sled of the cadaver, pp. 99-101.
- (55) Vid Anexo 10.
- (56) Conseil d'Etat: Recueil des arrêts et des décisions du Tribunal des Conflits. Paris, 1950, p. 649. Waline, Marcel: "Notes de Jurisprudence", Revue de Droit Public, (1950), pp. 418-432. Rivero, Jean: "Actes de gouvernement", Juris Classeur Périodique, n° 5542, (25/V/1950)
 Noguères: La radio..., pp. 85-86. Rousseau: Le territoire de la France, p. 304. Debasch: Le Droit de la Radio et de la Télévision, p. 115.
 Sacotte, J-Ch.: Les Vallées d'Andorre. Notes et études Documentaires, n° 4087, (2/V/74), p. 20. Belinguier: La condition..., p. 179. Zemanek: L'Estatut..., p. 46. Raton, P.: Le statut..., pp. 38-39.
- (57) Waline: "Notes...", p. 422.
- (58) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.
- (59) A.M.A.E. Leg. 5169, Exp. 10.